

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 NOVEMBRE 1908.

Proposition de loi ayant pour but l'abrogation ou la modification des articles 402, 403, 404, 405, 408, 423, 432, 435 et 442 du Code civil et donnant à la femme l'entrée dans les conseils de famille et le droit de gérer une tutelle (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MABILLE.

MESSIEURS,

On sait quel est le système du Code civil sur l'exercice de la tutelle et la composition des conseils de famille.

Aux termes de l'article 442, 3°, « ne peuvent être tuteurs, ni membres des » conseils de famille, 1°, 2°, 3° les femmes, autres que la mère et les » ascendantes ».

L'incapacité de la femme est donc une règle générale à laquelle il n'est dérogé que dans deux cas exceptionnels :

a) En faveur de la *mère*.

En effet, l'article 390 accorde à la mère survivante la tutelle de ses enfants mineurs et non émancipés. Elle est leur tutrice de droit, mais elle n'est pas tenue d'accepter la tutelle (art. 393) : elle peut la refuser, sans devoir alléguer aucun motif.

b) En faveur des *ascendantes*.

La loi entend que leur sexe ne sera pas un obstacle à ce que la tutelle dative leur soit déférée, soit par le dernier mourant des père et mère, soit par le conseil de famille. Elles aussi peuvent, parfois, faire partie des conseils de famille (art. 408).

C'est contre ce régime qu'est dirigée la proposition de l'honorable M. Denis, adoptée par toutes les sections de la Chambre. Il demande de décider que désormais la femme, comme l'homme, sera admise à gérer une tutelle, et qu'elle pourra, comme lui, faire partie des conseils de famille.

Ce serait la fin d'un système qui, en matière de tutelle, frappe la femme

(1) Proposition de loi, n° 36 (session de 1906-1907).

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Claes, Hoëjols, Mabilie, Van Der Linden, Begerem, Carton de Wiart.

d'une véritable déchéance. Car il faut remarquer, qu'à bien voir les choses, l'article 442 ne prive pas seulement la femme de l'exercice d'un droit; c'est la jouissance même du droit qu'il lui enlève (puisque personne ne pourra l'exercer pour elle); il la place vraiment dans une condition d'infériorité, par une réelle dérogation à l'article 8, qui proclame que tous les Belges jouissent des droits civils.

A) Pourquoi le Code civil a-t-il frappé la femme d'une telle incapacité?

Pour pouvoir apprécier convenablement le système du Code, il importerait d'abord de connaître les raisons — elles doivent être décisives — qui ont déterminé les auteurs du Code à faire à la femme cette situation amoindrie.

Or, ils n'ont même pas songé à appuyer d'un motif le texte de l'article 442, 3°. On a placé la femme, sans dire pourquoi, sur le même pied que les mineurs et les insensés (art. 442, 1°, 2°), que les criminels et les gens notoirement immoraux (art. 443 et 444).

Est-on parti de l'idée de l'infériorité naturelle de la femme? A-t-on pensé qu'elle n'aurait ni assez d'intelligence, ni suffisamment de volonté ou de pratique des affaires pour assumer convenablement les charges de la tutelle?

Il serait peu raisonnable de le prétendre, puisque l'article 390 défère à la mère survivante la tutelle de ses enfants mineurs.

Il y a plus. En investissant, *de plein droit*, de la tutelle la mère survivante, le Code affirme qu'il y a en sa faveur une présomption de capacité. Comment prétendre alors qu'il existe une présomption d'incapacité — présomption *juris et de jure* — contre toutes autres femmes, même contre celles que les liens du sang rattachent étroitement au mineur?

Et si, d'autre part, on admet, avec les auteurs du Code, que le survivant des père et mère, et même le conseil de famille, peuvent, en confiant la tutelle à une ascendante, lui reconnaître ainsi les qualités requises pour gérer avantageusement les intérêts d'un mineur, comment décréter *a priori* que ces qualités, il est impossible au conseil de famille de les trouver chez n'importe quelle autre femme?

Il faut donc renoncer à chercher dans l'incapacité naturelle de la femme la justification de la mesure prise contre elle.

Si le législateur de 1803 s'était sérieusement attaché à cette raison, comment aurait-il admis que, durant le mariage, l'exercice de la puissance paternelle, avec toutes les obligations et les prérogatives que le Code y attache, pût être confié à la mère, en cas d'impossibilité absolue du père de remplir lui-même cette charge? Comment aurait-il pu décider qu'en cas de disparition et d'absence du père, « la mère exerce tous les droits du mari » quant à l'éducation des enfants et à l'administration de leurs biens »? (Art. 142.)

Dès lors, il faut bien reconnaître qu'en prenant contre les femmes la mesure de l'article 442 3°, qui les exclut de la tutelle dative ou testamentaire, et même des conseils de famille, les auteurs du Code ont manqué de logique.

Si leur sexe rend les femmes inhabiles au maniement des affaires, il ne fallait pas compromettre les intérêts des mineurs en confiant leur gestion à la mère ou aux ascendantes. Et, puisqu'au contraire, on a estimé que, dans tels cas donnés, ces intérêts ne pourraient être mieux sauvegardés qu'en les confiant, et même en les imposant, aux soins d'une femme, ou eût dû s'abstenir de décider, qu'en dehors de ces cas, il ne serait même pas permis au survivant des parents qui va mourir, ou au conseil de famille, de confier à une femme le soin de la personne et des biens d'un enfant; et d'établir la règle inflexible que, si intelligente qu'elle soit, si dévouée qu'on la connaisse, elle doit être écartée par une présomption d'incapacité!

On en arrive donc à croire, qu'à leur insu, les auteurs du Code ont été influencés par les antiques préjugés qui firent, autrefois, maintenir en tutelle perpétuelle la femme, même non engagée dans les liens du mariage. Bien que cette totale incapacité eût disparu depuis longtemps, il en était resté des débris dans la législation, et l'on peut voir, ici et ailleurs encore, que les législateurs de 1803 étaient demeurés pénétrés de l'esprit du temps.

Quoi qu'il en soit des motifs qui ont valu à la femme la défaveur qu'en cette matière le Code lui inflige, y a-t-il lieu de la maintenir dans cet état d'infériorité?

Non, si, comme l'affirme l'auteur de la proposition de loi, le régime actuel est à la fois injuste envers la femme et contraire à l'intérêt bien entendu de l'enfance.

B) *Le système du Code civil est-il injuste à l'égard de la femme?*

L'injustice, c'est la méconnaissance du droit.

Quels sont donc les droits de la femme?

Nous n'avons évidemment à envisager ici ni son rôle ni ses droits dans l'ordre économique, non plus que dans l'ordre politique; nous avons uniquement à rechercher quels sont ses droits dans l'ordre civil.

En principe, ce sont ceux de tous les citoyens. Nous ne connaissons plus aujourd'hui les distinctions que l'ancien droit établissait entre les personnes. Il n'y a plus, à côté du citoyen ordinaire, des « privilégiés » qui le dominent et des « inférieurs » (la femme en était) qui lui sont soumis. Ces inégalités ont disparu et l'article 8 du Code civil proclame que « tout Belge jouira des droits civils ».

Ce qui ne veut pas dire que tous ont le *libre exercice* des droits que la loi reconnaît à tous. Car, en vue même de protéger certaines catégories de personnes, ou dans le dessein de sauvegarder certains intérêts, il est parfois fait obstacle à ce que des citoyens usent pleinement et librement de leurs droits. De là, l'incapacité totale ou partielle des mineurs, des interdits, des personnes sous conseil judiciaire; — et aussi l'incapacité de la *femme mariée*, qui lui laisse la jouissance de tous les droits que la loi reconnaît aux citoyens, tout en subordonnant leur exercice à une autorisation préalable. On a pu critiquer, soit le principe même de cette subordination, soit seulement l'étendue de l'incapacité qu'elle produit; comme on a pu

blâmer la disposition du Code qui refuse à la femme, mariée sous le régime de la communauté, la moindre participation à l'administration des biens communs; mais toutes ces questions sont en dehors du point qui nous occupent, elles sont spéciales à la femme *mariée*, elles sont étrangères à la condition juridique de la *femme*.

Or, dans notre système de législation civile, la femme, en tant que femme, est l'égale de l'homme. Les auteurs du Code n'ont pas hésité à proclamer, dans l'article 8, le principe de cette égalité. Ce n'est pas à dire qu'ils aient entendu établir entre l'homme et la femme une assimilation contre laquelle la nature proteste. Il restera toujours vrai que les deux sexes n'ont pas les mêmes aptitudes et qu'ils ne sont pas appelés aux mêmes fonctions. Chacun a son rôle et sa mission, mais tous les deux doivent avoir les mêmes droits pour l'accomplissement de leurs devoirs différents. Entre l'homme et la femme il ne peut y avoir ni supériorité ni infériorité juridiques, puisqu'ils ont droit à la même protection légale pour l'exercice de la mission, également importante, que le Créateur leur a dévolue.

Donc, dans l'ordre civil, il ne peut être question de prérogatives réservées au sexe réputé « fort ». Refuser certains droits à la femme, parce que femme, c'est accorder à l'homme, comme tel, une prédominance que nos lois ne lui reconnaissent nulle part, et qui ne pouvait se concevoir qu'en des temps de civilisation païenne, où l'on croyait avoir suffisamment justifié l'infériorité de la femme en alléguant la *fragilitas* et l'*imbecillitas sexus*.

Tels avantages octroyés à l'homme seul, quand rien, dans les aptitudes et la mission de la femme, ne justifie l'exclusion dont on la frappe, constitueraient la violation flagrante d'un principe d'égalité hautement affirmé par nos lois. Ce serait donc une injustice et un amoindrissement immérité à la dignité de la femme.

On peut dès lors s'étonner que le législateur ait laissé, dans le Code civil, quelques dispositions peu en harmonie avec cette conception des droits de la femme — derniers vestiges d'une incapacité disparue.

Déjà l'an dernier, nous avons eu l'honneur de proposer à la Chambre de faire disparaître l'un de ces débris : l'interdiction, pour la femme, d'être témoin dans les actes de l'état-civil.

Pourquoi cette défense ? *Officium virile*, répondait-on.

Et, par la vertu de ces deux mots, on admettait cette étrangeté : Une femme, écartée comme témoin instrumentaire à une déclaration de naissance, alors que cette déclaration on la lui permettait, et que parfois même on la lui imposait. (Art. 56.)

La loi du 7 janvier 1908 a mis fin à cette anomalie en supprimant l'espèce de déchéance dont la femme restait frappée.

Et, antérieurement, la législature avait réformé l'odieux article 341 qui, en interdisant toute recherche de la paternité, faisait injustement retomber sur la femme seule, même victime de la séduction, les conséquences d'une faute commune.

L'adoption de la proposition de l'honorable M. Denis serait un nouveau pas en avant dans la voie où nous sommes entrés : voie de réformes inoffen-

sives mais qu'il n'est pourtant pas permis de négliger, parce qu'il est toujours bon de mettre plus de logique dans la loi, parce que ces réformes sont une satisfaction donnée à des revendications qu'inspire un légitime sentiment de dignité, et surtout — nous l'allons voir à l'instant pour la proposition qui nous occupe — parce qu'elles sont parfois l'occasion d'une meilleure sauvegarde d'intérêts que l'on ne saurait entourer de trop de protection.

c) *Le système du Code civil est-il contraire à l'intérêt bien entendu de l'enfance?*

L'auteur de la proposition l'affirme, et il a raison.

Le Code civil a le souci bien évident d'assurer aux enfants, qui ont perdu un de leurs parents, un tuteur qui apporte toute la sollicitude possible dans le soin de leur personne et dans la gestion de leurs biens.

C'est d'abord le survivant des époux que la loi, d'accord avec la nature, investit des fonctions de tuteur. Puis, lorsque celui-ci vient également à manquer, ce sont les ascendants qui sont désignés de droit; à moins que le parent, dernier mourant, le meilleur juge de ce que réclame l'intérêt de ceux qui seront bientôt orphelins, n'ait fait appel au dévouement éclairé d'une personne qu'il a indiquée. En dehors de ces cas, il appartiendra à la réunion des parents les plus proches de choisir le protecteur légal des enfants, et son libre choix pourra même se porter sur l'une ou l'autre des ascendantes.

On le voit, la loi n'a qu'une préoccupation : l'intérêt des mineurs. Et pourtant, voici une famille où la mort est venue enlever leur mère à de jeunes enfants. Heureusement, il s'est trouvé une tante qui s'est dévouée : elle est venue prendre la place de la disparue pour devenir la seconde mère de ces enfants qu'elle aime comme les siens, leur prodiguant tous les soins que le père, leur tuteur, n'a peut-être pas le loisir de leur donner. Et voici que, terrassé par la maladie, il est lui-même à ses derniers moments. Il pourrait mourir tranquille, s'il lui était permis de transmettre à la sœur dévouée l'autorité dont elle userait avec l'intelligence et l'affection qu'il sait bien. Mais la loi le lui défend. Il pourrait choisir comme tuteur testamentaire n'importe quel homme, mais pas elle : les femmes ne sont pas tutrices ! Et parce qu'il a été écrit, dans un vieux brocard romain, *tutela est munus virile*, ce père mourra, tourmenté par la poignante angoisse de ne savoir entre quelles mains va tomber le soin de ses enfants !

La même défense est faite au conseil de famille. Ni cette proche parente, ni telle autre femme qui semblerait naturellement indiquée, et sur la sollicitude de laquelle on sait pouvoir compter, ne pourra être investie de la tutelle. Il ne leur sera même pas permis de faire partie de ce conseil, où les étrangers mêmes sont admis, et qu'elles pourraient mieux éclairer que personne sur les mesures que réclame l'intérêt des mineurs.

Et qu'on veuille bien remarquer qu'il ne s'agit pas ici d'une tutelle déléguée de plein droit. Peut-être pourrait-on alors objecter le danger de voir cette charge échoir, forcément, à une femme à qui il manque l'intelligence et la pratique des affaires. Non, l'incapacité de la femme, telle que l'établit

l'article 442, c'est l'impossibilité, pour le dernier mourant des père et mère ou pour le conseil de famille, de faire tomber leur choix sur une femme, fût-elle la plus intelligente, la plus apte et la plus dévouée.

Evidemment, c'est là sacrifier à un préjugé l'intérêt bien compris des enfants.

C'est parce que ce système du Code civil est illogique (ainsi que nous l'avons démontré au commencement de ce rapport), puisqu'il décrète en principe l'incapacité de la femme, alors cependant que, dans certains cas, il suppose sa capacité, donnant ainsi un démenti à la présomption *juri et de jure* qu'il établit en général contre la femme; — c'est aussi parce que cette exclusion constitue une violation du principe d'égalité, en même temps qu'elle est une atteinte à la dignité de la femme; — et s'est surtout parce qu'elle peut priver les mineurs de la protection efficace qui pourrait leur être assurée, que la section centrale, à l'unanimité de ses membres, propose à la Chambre de modifier, dans le sens du projet, l'article 442 du Code civil, et de relever la femme de la déchéance dont il la frappe.

*
* * *

Ce principe fondamental étant admis, il y a lieu d'apporter, à quelques articles du Code, certaines modifications d'un caractère plus accessoire, pour les mettre en harmonie avec l'idée qui a inspiré la réforme nouvelle.

Tout d'abord l'article 402 appelle une autre rédaction.

Il est relatif à la tutelle déléguée de plein droit aux ascendants, et il est ainsi conçu : « Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur par le sur-
» vivant de ses père et mère, la tutelle appartient de droit à son aïeul
» paternel; à défaut de celui-ci à son aïeul maternel, et ainsi en remontant,
» de manière que l'ascendant paternel soit toujours préféré à l'ascendant
» maternel du même degré. »

Il fait donc abstraction des aïeules et, en outre, il donne, dans tous les cas, la préférence à l'ascendance paternelle.

Si, à défaut d'aïeuls, la concurrence se trouvait établie entre des bisaïeuls appartenant à la ligne paternelle du mineur, l'article 403 donne également la préférence à l'aïeul paternel du père du mineur. Et si la même concurrence a lieu entre les deux bisaïeuls de la ligne maternelle, aux termes de l'article 404 il appartient au conseil de famille de faire le choix entre ces deux ascendants.

Pour rester fidèle à la pensée maîtresse de la proposition de loi, il convient d'abord de placer, dans l'article 402, les ascendantes à côté des ascendants. Il serait donc ainsi conçu : « Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un
» tuteur par le dernier mourant de ses père et mère et que le mineur a un
» ascendant ou ascendante, celui-ci sera tuteur de droit. »

Mais il se peut qu'il y ait concurrence entre plusieurs aïeuls et aïeules, à qui déléguer la tutelle?

Va-t-on, s'inspirant de la règle de l'article 402, donner la préférence au grand-père et à la grand-mère de la ligne paternelle? Ou va-t-on, le cas

échéant, faire passer les deux grand-pères avant les deux grand-mères ? Quelle qu'elle soit, la décision serait arbitraire, et la meilleure solution sera celle qui s'inspirera des intérêts des mineurs, c'est-à-dire le libre choix, accordé au conseil de famille, entre ces divers ascendants. Ce serait la généralisation du système, fort judicieux, admis par le Code, dans le cas particulier de l'article 404.

C'est aussi la mesure que préconise en ces termes l'honorable M. Denis :
 « S'il y a concurrence entre plusieurs ascendants ou ascendantes, la nomination sera faite par le conseil de famille. »

Mais ce texte ne fait pas une distinction qui nous paraît nécessaire.

En effet, les termes « ascendants ou ascendantes » dont il se sert, sont des expressions génériques et s'appliquent aux bisaïeuls aussi bien qu'aux aïeuls. La concurrence pourrait donc exister entre des grands-parents de degrés différents ; l'article 402 prévoit actuellement l'hypothèse de ce concours et il n'appelle à la tutelle légale que les ascendants du degré le plus proche : les aïeuls ; et c'est à défaut d'aucun aïeul qu'il investit le bisaïeul de la tutelle.

La proposition de loi conserve-t-elle (en l'étendant aux ascendantes) cette dévolution hiérarchique, ou bien, au contraire, le choix qu'elle donne au conseil de famille s'exercerait-il entre tous les aïeuls et bisaïeuls indistinctement ? A prendre le texte au pied de la lettre — le mot « ascendants » a une portée générale — il semblerait, qu'au point de vue du choix, les bisaïeuls seraient sur le même pied que les aïeuls. Mais on se demande si telle est la pensée de l'auteur de la proposition. Pourquoi rejeter la désignation hiérarchique du Code civil ? Soit que l'on envisage la tutelle comme une mesure de protection pour mineurs, soit qu'on la considère comme une charge, n'est-il pas naturel de la confier aux ascendants les plus proches, c'est-à-dire à ceux qui, à la fois, sont le plus attachés aux enfants parce qu'ils leur tiennent de plus près, et sont le mieux à même de remplir les devoirs de leur fonction, à raison de leur âge moins avancé ? Pour une raison analogue à celle qui ne permet de confier la tutelle légitime aux grands-parents qu'à défaut de parents, il faut n'y appeler les bisaïeuls qu'à défaut d'aïeuls.

La section centrale est donc d'avis que la deuxième paragraphe de l'article 402 modifié devrait être remplacé par la disposition suivante :

« S'il y a concurrence entre plusieurs aïeuls ou aïeules, la désignation de l'un d'eux comme tuteur sera faite par le conseil de famille.

» A défaut d'aïeuls et d'aïeules, la tutelle passera de droit aux ascendants et ascendantes du degré supérieur, et s'il y a concurrence entre plusieurs, le conseil de famille désignera également celui qui exercera les fonctions de tuteur. »

L'adoption de ce nouveau mode de désignation des ascendants entraîne nécessairement l'abrogation des articles 403 et 404.

En suivant l'ordre des modifications proposées, nous arrivons à la révision de l'article 442. C'est l'article-principe proclamant la femme incapable d'être tutrice ou membre des conseils de famille. En se prononçant pour l'abolition

de cette incapacité, la section centrale a donc voté la suppression des mots « les femmes, autres que la mère et les ascendantes ».

Pour le surplus la section propose la rédaction suivante de l'article 442 :
« Ne *peuvent* être tuteurs, ni membres des conseils de famille :

1° Les mineurs, excepté le père *et* la mère ;

2° Les interdits ;

3° Tous ceux qui ont ou dont les père *ou* mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens, sont compromis. »

Comme corollaire de l'article 442, la proposition de loi contient un article 442^{bis} ainsi conçu : « La femme mariée nommée tutrice devra être autorisée » par son mari, qui devient cotuteur, à accepter la tutelle. »

Cette disposition est conforme aux principes qui régissent l'incapacité de la femme mariée. Celle-ci ne peut s'obliger sans autorisation : il ne doit donc pas lui être permis d'accepter, sans être autorisée, une tutelle qui doit être pour elle une source d'obligations.

Mais ce texte devra être entendu strictement : c'est l'autorisation « du mari » qui est requise. La femme ne pourrait donc, à défaut de celle-ci, se faire autoriser par justice, conformément à l'article 219. En effet, le mari devant être nécessairement le cotuteur de sa femme tutrice, il semble inadmissible que la femme puisse, en obtenant l'autorisation du tribunal, imposer de force à son mari la charge d'une tutelle.

Le texte proposé porte que la « femme mariée *nommée* tutrice devra être » autorisée, etc... »

Cette rédaction pourrait faire supposer que l'article ne s'applique qu'à la femme qui tient sa fonction d'une *nomination*, c'est-à-dire du conseil de famille. Or, en vertu de l'article 442, paragraphe 1 nouveau, l'ascendante peut être tutrice légale, tutrice de droit. Il est vrai qu'il n'en pourra être ainsi que si l'aïeule reste unique ascendante, car, si son mari vit encore, il y a la concurrence d'ascendants, prévue par l'article 442, paragraphe 2, et alors c'est le conseil de famille qui fait la nomination. Mais il peut cependant arriver que l'aïeule, restée seule des ascendants, se soit remariée; tutrice de droit, elle ne sera donc pas *nommée* par le conseil de famille ; il lui faudra néanmoins l'autorisation de son mari.

Nous proposons donc de généraliser les termes de l'article 442^{bis}, paragraphe 1, et de dire : « La femme mariée ne pourra accepter une tutelle » qu'avec l'autorisation de son mari. Celui-ci sera nécessairement cotuteur ». Ces dernières expressions marquent mieux que dans la proposition, qu'il ne s'agit pas seulement d'un droit pour le mari, mais d'une obligation à laquelle il ne peut se soustraire. Ce sont, du reste, les termes employés, dans l'article 596, pour une hypothèse analogue.

Le second paragraphe de ce même article indique la forme de l'autorisation : elle « sera donnée dans la huitaine par une déclaration faite devant » le juge de paix du domicile du mineur ; elle habilitera la femme à faire tous « les actes de la tutelle ». Nous proposons de supprimer comme inutiles les mots « et sans autorisation de son « mari », qui figurent dans la proposition de loi.

Il y avait à prévoir le cas où la femme tutrice, et non mariée, viendrait à se marier au cours de la tutelle.

Les raisons qui ont fait admettre dans l'article 395 que la mère tutrice, qui veut se remarier, doit convoquer le conseil de famille pour que celui-ci décide si la tutelle lui sera conservée — obligation sanctionnée par la déchéance de plein droit, — commandent ici une disposition analogue. Et il doit également être entendu que si la tutelle lui est conservée, son mari lui sera adjoint comme cotuteur, ainsi que le prescrit l'article 396.

Nous vous proposons donc de voter ces dispositions du projet, après en avoir modifié ainsi la rédaction : « Si la femme tutrice non mariée veut se » marier, l'article 395 lui sera applicable.

» Si la tutelle lui est conservée par le conseil de famille, son mari » deviendra nécessairement cotuteur, conformément à l'article 396. »

L'article 405 appelle aussi une modification qui s'explique d'elle-même : il s'agit d'y substituer aux mots « ni ascendants mâles » les expressions « ni ascendant ou ascendante ». Pour le surplus, il paraît préférable de n'introduire aucune autre modification de rédaction, pour ne pas faire croire à un changement dans le sens et la portée de l'article.

L'article 408 est relatif à la composition des conseils de famille.

Comme conséquence du principe adopté, les sœurs germaines des mineurs doivent être admises, au même titre que ses frères germains, comme membres du conseil de famille. C'est donc, à la fois, un droit qui leur est accordé et une obligation légale qui leur est imposée : elles pourront donc l'accomplir sans qu'elles aient à se pourvoir d'une autorisation de leurs maris. Quant à ceux-ci, il n'y a plus lieu de les appeler dans les conseils de famille, puisqu'ils n'y figuraient que comme les représentants de leurs épouses légalement incapables.

De là le texte nouveau : « Les frères et sœurs germains du mineur sont » seuls exceptés de la limitation posée par l'article précédent. »

Mais la partie finale de ce même article réclame une autre correction, à raison d'une double inexactitude que, par inadvertance, les auteurs du Code y ont commise.

Après ce qu'il vient de dire des frères et sœurs germains, l'article continue : « S'ils sont six ou au delà, ils seront tous membres du conseil de famille, qu'ils composeront seuls, avec les *veuves d'ascendants* et les ascendants *valablement excusés*. »

Or, on fait observer avec raison :

1° Que c'est à tort que l'article ne mentionne que les ascendants *valablement excusés*. Il n'est pas douteux que l'intention du législateur est d'admettre tous les ascendants dans le conseil de famille, et notamment ceux qui ne sont pas excusés de la tutelle, parce qu'ils n'ont pas eu à se faire excuser, n'y ayant pas été appelés : comme il arrive, par exemple, si la tutelle est exercée par le survivant des père et mère, ou par une personne désignée testamentairement par le parent dernier mourant;

2° Que l'expression « *veuves d'ascendants* » exprime mal la pensée des rédacteurs de l'article. Il est certain qu'ils ont eu en vue l'ascendante, c'est-

à-dire la grand'mère du mineur, dont le mari est décédé : la loi appelle cette *ascendante veuve* à prendre la place du défunt. Or, les mots *veuves d'ascendants* employés par le Code, peuvent avoir une tout autre portée, car une veuve d'ascendant n'est pas une ascendante veuve si elle n'est que la seconde femme d'un aïeul décédé. Pourquoi l'admettrait-on dans le conseil de famille, puisqu'elle n'est pas parente du mineur ?

Il faut donc rectifier le texte en tenant compte, en outre, du principe nouveau introduit dans la législation. On dirait donc que : « S'ils (les frères » ou sœurs germains) sont six, ou au delà, ils seront tous membres du conseil » de famille qu'ils composeront seuls avec *les ascendants et les ascendantes*. » Cette rédaction nous paraît préférable à celle de la proposition de loi qui vise « les ascendants *ou* les ascendantes. » La disjonctive *ou* rend le texte peu clair. Entend-on que les ascendantes ne feront partie du conseil de famille qu'à défaut d'ascendants ? Ce serait restreindre la portée de l'article 408 actuel qui admet les ascendantes veuves avec les ascendants. En disant « les ascendants *et* les ascendantes » on élargit au contraire la disposition : on leur ouvre, à tous indistinctement, la porte du conseil de famille.

La modification de l'article 423 s'explique d'elle-même : les sœur germaines pouvant être nommées tutrices, il faut étendre, quant à la désignation du subrogé-tuteur, l'exception qui ne concerne actuellement que le cas du frère germain tuteur.

Il restait enfin, pour établir l'harmonie entre les diverses dispositions de ce titre de la Tutelle, à généraliser la faculté, que l'article 394 donne à la mère survivante, de refuser la tutelle dont elle est investie de plein droit. Elle peut se défier d'elle-même, ne pas se reconnaître assez d'expérience ou une pratique suffisante des affaires, se juger peu habile à la gestion d'intérêts qui, jusqu'alors, lui sont restés étrangers. Or, le législateur, en lui conférant un droit, n'a pas entendu lui imposer une charge qu'elle estime au-dessus de ses forces. Elle peut donc refuser la fonction sans avoir à justifier d'aucun motif.

La même faculté doit naturellement être octroyée à toute femme que la loi ou le conseil de famille appellerait à la tutelle. Elle lui sera reconnue dans l'article 432 modifié.

* * *

L'examen attentif auquel s'est livrée la section centrale lui permet de croire qu'il n'existe plus d'autres articles, du Titre de la minorité, qu'il faille modifier pour les mettre en harmonie avec le principe fondamental de la proposition : la capacité reconnue à la femme d'être tutrice et membre du conseil de famille.

Néanmoins, nous devons bien nous rendre compte que l'introduction, dans notre législation, de cette règle nouvelle, ne restera pas sans influence sur la portée de quelques articles du Code.

Ainsi, l'article 426 porte que « les dispositions contenues dans les sections VI et VII du présent chapitre s'appliqueront aux subrogés-tuteurs ».

Les changements introduits dans la section VII, relative à « l'incapacité,

» aux exclusions et destitutions de la tutelle », auront donc leur répercussion sur la subrogée-tutelle, et c'est ainsi qu'à raison de la disparition du 3° de l'article 442 qui déclarait les femmes incapables d'être tutrices, celles-ci pourront être désignées comme subrogées-tutrices *dans les mêmes conditions où elles peuvent être tutrices.*

Ainsi encore, il doit désormais être entendu que les mots « parent », « allié », « citoyen », « individu », « ami », employés dans de nombreux articles relatifs à la tutelle et à la composition du conseil de famille, devront désormais être pris dans un sens générique, s'appliquant à l'homme et à la femme.

D'autre part, nous remarquons que l'article 509 porte que « les lois sur la tutelle des mineurs s'appliqueront à la tutelle des interdits ». Il s'ensuit que, par l'adoption de la présente proposition de loi, la femme, relevée de son incapacité d'être tutrice d'un mineur, le sera également de l'incapacité d'être tutrice *d'un interdit.*

Et, dès lors, il y a lieu de se demander si l'article 507 ne doit pas subir une modification. En effet, aux termes de l'article 506, le mari est, de droit, tuteur de sa femme interdite; la femme, d'après l'article 507, *peut* seulement « être nommée tutrice de son mari. En ce cas, le conseil de famille » réglera la forme et la condition de l'administration; sauf le recours devant » les tribunaux de la part de la femme qui se croirait lésée par l'arrêté de » la famille ».

N'y aurait-il pas une dissonance choquante entre des dispositions dont l'une (art. 442) porte que désormais, une femme, même étrangère à la famille, peut être nommée tutrice d'un interdit, par le conseil de famille, et jouir de tous les pouvoirs attribués au tuteur; tandis qu'un autre article (art. 506) continuerait à décider que l'épouse, tutrice de son mari interdit, n'aurait que des pouvoirs restreints?

La section centrale propose donc d'abroger l'article 507 et de rédiger ainsi l'article 506 : « Chacun des époux est, de droit, le tuteur de son conjoint interdit ».

Cette innovation ne serait, d'ailleurs, pas si exorbitante du droit commun qu'elle peut le paraître à première vue. Dans une circonstance analogue, où le mari est également dans l'impossibilité d'exercer lui-même ses droits — en cas de disparition et d'absence —, nous voyons l'article 124 permettre, à la femme de prendre l'administration des biens du mari et de la communauté, sans qu'il y ait même, ici, la garantie que peut présenter l'intervention d'un conseil de famille dans les actes les plus importants. Et s'il y a des enfants mineurs, l'article 142 n'hésite pas à confier à la mère « l'exercice » de tous les droits du mari quant à leur éducation et quant à l'administration de leurs biens ».

Enfin, il convient de faire une dernière remarque relativement à l'hypothèque légale que la loi assure aux mineurs et aux interdits sur les biens de leur tuteur. Il se pourra, désormais, que la tutrice soit une femme mariée; mais l'acceptation à la tutelle ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du mari. Pour donner à l'acte du mari un sens raisonnable, il faut nécessaire-

ment admettre que son autorisation d'accepter la tutelle implique son consentement à l'hypothécaution éventuelle des immeubles de sa femme, pour la garantie de sa gestion.

L'ensemble de la proposition, modifiée comme il vient d'être dit, a été adopté par la Section Centrale à l'unanimité des membres présents, après qu'il eût été entendu que l'ordre des articles du Code auxquels se rapporte cette proposition serait remanié. Il se conçoit que dans le projet présenté, comme dans le débat qu'il soulèvera à la Chambre, on s'occupe d'abord du principe même de la réforme projetée ; car si ce principe, qui consiste en une modification de l'article 442, était rejeté, les autres dispositions deviendraient sans objet.

Mais dans la rédaction de la loi, il semble plus logique et d'une meilleure ordonnance, de grouper toutes les modifications proposées dans un article unique, et de présenter ces changements de rédaction dans l'ordre même où ces articles figurent dans le Code.

Le Rapporteur,

LÉON MABILLE.

Le Président,

E. NERINX.



**Texte de la proposition de loi et texte proposé
par la section centrale.**

Proposition de loi.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 402, 403, 404, 442 du Code civil sont abrogés ou modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 402. — Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur par le dernier mourant de ses père et mère et que le mineur a un autre ascendant ou ascendante, celui-ci sera tuteur de droit.

S'il y a concurrence entre plusieurs ascendants ou ascendantes, la nomination sera faite par le conseil de famille.

Art. 403. — Cet article est abrogé.

Art. 404. — Cet article est abrogé.

Wetsvoorstel.

ARTIKEL 1.

De artikelen 402, 403, 404, 442 van het Burgerlijk Wetboek worden ingetrokken of gewijzigd als volgt :

Art. 402. — Wanneer niet door den laatststervende, vader of moeder, voor den minderjarige een voogd is gekozen en de minderjarige een anderen bloedverwant of bloedverwante in de opgaande lijn bezit, is deze van rechtswege voogd.

Treden verscheidene bloedverwanten in de opgaande lijn, mannelijke of vrouwelijke, te gelijker tijd op, dan geschiedt de benoeming door den familieraad.

Art. 403. — Dit artikel wordt ingetrokken.

Art. 404. — Dit artikel wordt ingetrokken.

Texte proposé par la section centrale.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 402, 403, 404, 405, 408, 423, 432, 442, 506 et 507 du Code civil sont abrogés ou modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 402. — Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur par le dernier mourant de ses père et mère et que le mineur a un autre ascendant ou ascendante, celui-ci sera tuteur de droit.

S'il y a concurrence entre plusieurs aïeuls ou aïeules, la désignation de l'un d'eux comme tuteur sera faite par le conseil de famille.

A défaut d'aïeuls ou d'aïeules, la tutelle passera, de droit, aux ascendants et ascendantes du degré supérieur, et s'il y a concurrence entre plusieurs, le conseil de famille désignera également celui qui exercera les fonctions de tuteur.

Art. 403. — Cet article est abrogé.

Art. 404. — Cet article est abrogé.

Tekst door de Middelenafdeeling voorgesteld.

EENIG ARTIKEL.

De artikelen 402, 403, 404, 405, 408, 423, 432, 442, 506 en 507 van het Burgerlijk Wetboek worden ingetrokken of gewijzigd als volgt :

Art. 402. — Wanneer niet door den laatststervende, vader of moeder, voor den minderjarige een voogd is gekozen en de minderjarige een anderen bloedverwant of bloedverwante in de opgaande lijn bezit, is deze van rechtswege voogd.

Treden verscheidene grootvaders of grootmoeders te gelijker tijd op, dan wordt een hunner tot voogd aangewezen door den familierraad.

Bij gebreke van grootvaders of grootmoeders, gaat de voogdij van rechtswege over op de mannelijke en vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn van den hooger en graad; treden verscheidenen te gelijker tijd op, dan wijst de familierraad insgelijks dengene aan die het ambt van voogd waarneemt.

Art. 403. — Dit artikel wordt ingetrokken.

Art. 404. — Dit artikel wordt ingetrokken.

Proposition de loi.

Art. 442. — Ne pourront être tuteurs ni membres de conseils de famille :

1° Les mineurs, excepté les père et mère;

2° Les interdits;

3° Tous ceux qui ont ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis.

Art. 442 bis. — La femme mariée nommée tutrice devra être autorisée par son mari, qui devient cotuteur, à accepter la tutelle.

Cette autorisation sera donnée dans la huitaine par une déclaration faite devant le juge paix du domicile du mineur; elle habilitera la femme à faire tous les actes de la tutelle et ce sans autorisation de son mari.

Si la femme tutrice non mariée veut se marier, il sera procédé, comme pour la mère tutrice, conformément à l'article 395.

Dans ce cas, comme dans le cas précédent, le mari deviendra de droit cotuteur, conformément à l'article 396.

Article 2.

L'article 405 du Code civil est modifié et complété comme suit :

Wetsvoorstel.

Art. 442. — Voogd of lid van den familieraad mogen niet zijn :

1° Minderjarigen, uitgezonderd de vader en de moeder;

2° Geïnterdiceerden;

3° Al degenen die zelf of wier vader en moeder met den minderjarige een rechtsgeding voeren, waarbij de staat van dezen minderjarige, zijn vermogen of een aanzienlijk gedeelte zijner goederen is betrokken.

Art. 442^{bis}. — De gehuwde vrouw, die tot voogdes is benoemd, moet tot het aanvaarden van de voogdij worden gemachtigd door haren man, die medevoogd wordt.

Deze machtiging wordt binnen acht dagen gegeven door eene verklaring, afgelegd voor den vrede-rechter der woonplaats van den minderjarige; zij maakt de vrouw bevoegd tot het uitoefenen van alle verrichtingen der voogdij, zonder dat daartoe eene nieuwe machtiging van haren man noodig is.

Indien de ongehuwde vrouw-voogdes een huwelijk wil aangaan, wordt er gehandeld zooals ten aanzien der moeder-voogdes in artikel 395 is bepaald.

In dat geval, evenals in het vorige geval, wordt de man van rechtswege medevoogd, overeenkomstig artikel 396.

ART. 2.

Artikel 405 van het Burgerlijk Wetboek wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

Texte proposé par la section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

(Voir plus loin le texte amendé
des articles 442 et 442^{bis}.)

(Zie verder den gewijzigden tekst
der artikelen 442 en 442^{bis}.)

Proposition de loi.

Art. 403. — Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé restera sans père ni mère, ni tuteur élu par ses père ou mère, ni ascendant ou ascendante, comme aussi lorsque le tuteur de l'une des qualités ci-dessus exprimées se trouve ou dans l'une des exclusions dont il sera parlé ci-après, ou valablement dispensé, il sera pourvu par un conseil de famille à la nomination d'un tuteur.

Art. 3.

Les articles 408, 423, 432 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 408. — Les frères et sœurs germains du mineur sont seuls exceptés de la limitation de nombre posée en l'article précédent; s'ils sont six ou au delà, ils seront tous membres du conseil de famille qu'ils composeront seuls avec les ascendants ou les ascendantes; s'ils sont en nombre inférieur, les autres parents ne seront appelés que pour compléter le conseil.

Art. 423. — En aucun cas le tuteur ne votera pour la nomination du subrogé tuteur, lequel sera pris, hors le cas des frères germains ou des sœurs germaines, dans celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'appartiendra pas.

Wetsvoorstel.

Art. 403. — Wanneer een minderjarig kind, dat niet mondig is verklaard, overblijft zonder vader of moeder, zonder voogd door den vader of de moeder gekozen, zonder bloedverwant of bloedverwante in de opgaande lijn, alsmede wanneer de voogd, eene der opgenoemde betrekkingen hebbende, zich bevindt in een der gevallen van uitsluiting, waarvan hierna wordt gesproken, of geldig is verschoond, wordt door den familieraad in de benoeming van een voogd voorzien.

Art. 3.

De artikelen 408, 423, 432 van het Burgerlijk Wetboek worden gewijzigd als volgt :

Art. 408. — Alleen de volle broeders en zusters van den minderjarige zijn uitgezonderd van de beperking van getal bepaald bij het vorig artikel; indien zij zes in getal zijn, of daarboven, zijn zij allen lid van den familieraad, welken zij alleen uitmaken met de mannelijke of vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn; indien zij minder in getal zijn, worden de andere bloedverwanten slechts opgeroepen om den raad voltallig te maken.

Art. 423. — In geen geval mag de voogd medestemmen voor de benoeming van den toezienden voogd; deze wordt, buiten het geval van volle broeders of zusters, genomen uit die der beide lijnen waartoe de voogd niet behoort.

Texte proposé par la section centrale.

Art. 405. — Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé restera sans père ni mère, ni tuteur élu par ses père ou mère, ni ascendant ou ascendante, comme aussi lorsque le tuteur de l'une des qualités ci-dessus exprimées se trouvera ou dans le cas des exclusions dont il sera parlé ci-après ou valablement excusé, il sera pourvu par un conseil de famille à la nomination d'un tuteur.

Art. 408. — Les frères et sœurs germains du mineur sont seuls exceptés de la limitation de nombre posée en l'article précédent.

S'ils sont six ou au delà, ils seront tous membres du conseil de famille qu'ils composeront seuls, avec les ascendants et les ascendantes.

S'ils sont en nombre inférieur, les autres parents ne seront appelés que pour compléter le conseil.

Art. 423. — En aucun cas le tuteur ne votera pour la nomination du subrogé tuteur, lequel sera pris, hors le cas de frères germains ou de sœurs germaines, dans celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'appartiendra pas.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Art. 405. — Wanneer een minderjarig kind, dat niet mondig is verklaard, overblijft zonder vader of moeder, zonder voogd door den vader of de moeder gekozen, zonder bloedverwant of bloedverwante in de opgaande lijn, alsmede wanneer de voogd, eene der opgenoemde betrekkingen hebbende, zich bevindt in een der gevallen van uitsluiting waarvan hierna wordt gesproken, of geldig is verschoond, wordt door den familieraad in de benoeming van een voogd voorzien.

Art. 408. — Alleen de volle broeders en zusters van den minderjarige zijn uitgezonderd van de beperking van getal, bepaald bij het vorig artikel.

Indien zij zes in getal zijn, of daarboven, zijn zij allen lid van den familieraad, welken zij alleen uitmaken met de mannelijke en vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn.

Indien zij minder in getal zijn, worden de andere bloedverwanten slechts opgeroepen om den raad voltallig te maken.

Art. 423. — In geen geval mag de voogd medestemmen voor de benoeming van den toezienden voogd; deze wordt, buiten het geval van volle broeders of zusters, genomen uit die der beide lijnen waartoe de voogd niet behoort.

Proposition de loi.

Art. 432. — Nulle femme ne peut être forcée d'accepter la tutelle.

Nul homme, non parent ni allié, ne peut être forcé d'accepter la tutelle que dans le cas où il n'existerait pas, dans la distance de quatre myriamètres, des parents ou alliés en état de gérer la tutelle.

(Le texte ci-après est la reproduction des articles 442 et 442^{bis} qui figurent dans l'article 1^{er} de la proposition de loi, p. 16.)

Art. 442. — Ne pourront être tuteurs ni membres de conseils de famille :

1° Les mineurs, excepté les père et mère;

2° Les interdits;

3° Tous ceux qui ont ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis.

Art. 442^{bis}. — La femme mariée nommée tutrice devra être autorisée par son mari, qui devient cotuteur, à accepter la tutelle.

Cette autorisation sera donnée dans la huitaine par une déclaration faite devant le juge de paix du domicile du mineur; elle habilitera la femme à faire tous les actes de la tutelle et ce sans autorisation de son mari.

Wetsvoorstel.

Art. 432. — Geene vrouw kan worden gedwongen de voogdij te aanvaarden.

Geen man, die niet bloedverwant of aangehuwde is, kan worden gedwongen de voogdij te aanvaarden, tenzij er binnen den afstand van vier myriameter geene bloedverwanten of aangehuwden bestaan, in staat de voogdij uit te oefenen.

(Onderstaande tekst bevat de artikelen 442 en 442^{bis} die voorkomen in artikel 1 van het wetsvoorstel, blz. 16.)

Art. 442. — Voogd of lid van den familieraad mogen niet zijn :

1° Minderjarigen, uitgezonderd de vader en de moeder;

2° Geïnterdiceerden;

3° Al degenen die zelf of wier vader en moeder met den minderjarige een rechtsgeding voeren, waarbij de staat van dezen minderjarige, zijn vermogen of een aanzienlijk gedeelte zijner goederen is betrokken.

Art. 442^{bis}. — De gehuwde vrouw, die tot voogdes is benoemd, moet tot het aanvaarden van de voogdij worden gemachtigd door haren man, die medevoogd wordt.

Deze machtiging wordt binnen acht dagen gegeven door eene verklaring afgelegd voor den vrederechter der woonplaats van den minderjarige; zij maakt de vrouw bevoegd tot het uitoefenen van alle verrichtingen der voogdij, zonder dat daartoe eene nieuwe machtiging van haren man noodig is.

Texte proposé par la section centrale.

Art. 432. — Nulle femme ne peut être forcée d'accepter la tutelle.

Nul homme, non parent ni allié, ne peut être forcé d'accepter la tutelle que dans le cas où il n'existerait pas, dans la distance de quatre myriamètres, des parents ou alliés en état de gérer la tutelle.

Art. 442. — Ne peuvent être tuteurs, ni membres des conseils de famille :

1^o Les mineurs, excepté les père et mère;

2^o Les interdits;

3^o Tous ceux qui ont ou dont les père ou mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis.

Art. 442^{bis}. — La femme mariée ne pourra accepter une tutelle qu'avec l'autorisation de son mari. Celui-ci sera nécessairement cotuteur.

Cette autorisation sera donnée dans la huitaine par une déclaration faite devant le juge de paix au domicile du mineur; elle habilitera la femme à faire tous les actes de la tutelle.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Art. 432. — Geene vrouw kan worden gedwongen de voogdij te aanvaarden.

Geen man, die niet bloedverwant of aangehuwde is, kan worden gedwongen de voogdij te aanvaarden, tenzij er binnen den afstand van vier myriameter geene bloedverwanten of aangehuwden bestaan, in staat de voogdij uit te oefenen.

Art. 442. — Voogd of lid van den familieraad mogen niet zijn :

1^o Minderjarigen, uitgezonderd de vader en de moeder;

2^o Geïnterdiceerden;

3^o Al degenen die zelf of wier vader of moeder met den minderjarige een rechtsgeding voeren, waarbij de staat van dezen minderjarige, zijn vermogen of een aanzienlijk gedeelte zijner goederen is betrokken.

Art. 442^{bis}. — De gehuwde vrouw mag dan alleen eene voogdij aanvaarden, wanneer zij daartoe is gemachtigd door haren man. Deze is noodzakelijk medevoogd.

Deze machtiging wordt binnen acht dagen gegeven door eene verklaring, afgelegd voor den vrederechter der woonplaats van den minderjarige; zij maakt de vrouw bevoegd tot het uitoefenen van alle verrichtingen der voogdij.

Proposition de loi.

Si la femme tutrice non mariée veut se marier, il sera procédé, comme pour la mère tutrice, conformément à l'article 395.

Dans ce cas, comme dans le cas précédent, le mari deviendra de droit cotuteur, conformément à l'article 396.

Wetsvoorstel.

Indien de ongetrouwde vrouw-voogdes een huwelijk wil aangaan, wordt er gehandeld zooals ten aanzien der moeder-voogdes in artikel 395 is bepaald.

In dat geval, evenals in het vorige geval, wordt de man van rechtswege medevoogd overeenkomstig artikel 396.

Texte proposé par la section centrale.

Si la femme tutrice non mariée veut se marier, l'article 395 lui sera applicable.

Si la tutelle lui est conservée par le conseil de famille, son mari deviendra nécessairement cotuteur conformément à l'article 396.

Art. 506. — Chacun des époux est, de droit, le tuteur de son conjoint interdit.

Art. 507. — Cet article est abrogé.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Indien de ongehuwde vrouw voogdes een huwelijk wil aangaan, is artikel 395 op haar van toepassing.

Wordt zij in de voogdij gehandhaafd door den familieraad, dan wordt haar man noodzakelijk medevoogd, overeenkomstig artikel 396.

Art. 506. — Elke der echtelieden is, van rechtswege, voogd over zijn geïnterdiceerden echtgenoot.

Art. 507. — Dit artikel wordt ingetrokken.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 NOVEMBER 1908.

Wetsvoorstel waarbij de artikelen 402, 403, 404, 405, 408, 423, 432, 435 en 442 van het Burgerlijk Wetboek worden ingetrokken of gewijzigd, de vrouw tot de familieraden wordt toegelaten en haar het recht wordt gegeven eene voogdij uit te oefenen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MABILLE.

MIJNE HEEREN,

Men kent het stelsel van het Burgerlijk Wetboek aangaande de uitoefening van de voogdij en de samenstelling van de familieraden.

Naar luid van artikel 442, 3°, « mogen noch voogden noch leden van » familieraden zijn, 1°, 2°, 5° de vrouwen, tenzij de moeder en de vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn. »

De onbevoegdheid der vrouw is dus een algemeene regel waarvan slechts in twee uitzonderlijke gevallen afgeweken wordt :

a) Ten voordeele van de *moeder*.

Artikel 390 verleent inderdaad aan de overlevende moeder de voogdij harer minderjarige en niet mondig verklaarde kinderen. Zij is van rechtswege hunne voogdes, maar is niet verplicht de voogdij te aanvaarden (art. 393) : zij mag die weigeren, zonder eenige reden te moeten opgeven.

b) Ten voordeele van de *vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn*.

Volgens de wet zal haar geslacht niet beletten dat de datieve voogdij haar opgedragen wordt, hetzij door den laatststervende, vader of moeder, hetzij door den familieraad. Ook zij kunnen somtijds deel uitmaken van den familieraad. (Art. 408.)

Het is tegen dat stelsel dat het voorstel van den achtbaren heer Denis, door al de afdeelingen der Kamer aangenomen, is gericht. Hij vraagt dat men zou beslissen dat het voortaan de vrouw, evenals den man, toege-

(1) Wetsvoorstel, n° 36 (zittingsjaar 1906-1907).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren Claes, Hoëvois, Mabilie, Van Der Linden, Begerem, Carton de Wiart.

laten worde eene voogdij uit te oefenen en dat zij, evenals hij, deel zou mogen uitmaken van een familieraad.

Zoo zou er een einde komen aan een stelsel dat, in zake van voogdij, de vrouw werkelijk onbevoegd verklaart. Er dient immers te worden aange-merkt dat artikel 442 de vrouw niet alleen berooft van het uitoefenen van een recht, maar haar zelfs het genot daarvan ontzegt (aangezien niemand dat recht in hare plaats uitoefenen mag); het stelt haar wezenlijk in een ondergeschikten toestand, door eene werkelijke afwijking van artikel 8 dat het genot van de burgerlijke rechten huldigt voor alle Belgen.

A. Waarom heeft het Burgerlijk Wetboek de vrouw in die mate onbevoegd verklaard?

Om zich een behoorlijk denkbeeld te kunnen maken van het stelsel van het Wetboek, zou men eerst de redenen moeten kennen — zij moeten beslissend zijn — die de vervaardigers van het Wetboek ertoe bewogen, de vrouw te plaatsen in dien minderwaardigen toestand.

Welnu, zij hebben er zelfs niet aan gedacht, den tekst van artikel 442, 5^o, met een reden te staven. Men heeft de vrouw, zonder te zeggen waarom, op gelijken voet gesteld met de minderjarigen en de zinneloozen (art. 442, 1^o, 2^o), met de misdadigers en met hen die een bekend slecht levensgedrag houden (art. 443 en 444).

Is men nitgegaan van het denkbeeld dat de vrouw uit haar aard ondergeschikt is? Heeft men gedacht dat zij te kort zou schieten in verstand, in wilskracht of in kennis van zaken, om de lasten der voogdij behoorlijk te dragen?

Het ware weinig redelijk zulks te beweren, vermits artikel 390 aan de overlevende moeder de voogdij harer minderjarige kinderen opdraagt.

Meer nog. Door die voogdij *van rechtswege* op te dragen aan de overlevende moeder, bevestigt het Wetboek dat er, te haren voordeele, een vermoeden van bevoegdheid bestaat. Hoe zou men dan beweren dat er een vermoeden van onbevoegdheid bestaat — vermoeden *juris et de jure* — tegen elke andere vrouw, zelfs tegen die welke door innige bloedverwantschap verbonden zijn met den minderjarige?

En indien men, anderzijds, aanneemt met de vervaardigers van het Wetboek, dat de overlevende vader of moeder en zelfs de familieraad, door de voogdij op te dragen aan eene vrouwelijke bloedverwante in de opgaande lijn, aan deze de vereischte hoedanigheden om met goed gevolg de belangen van den minderjarige te beheeren aldus kunnen toekennen, hoe kan men *a priori* beslissen dat het voor den familieraad onmogelijk is, die hoedanigheden te vinden bij om 't even welke andere vrouw?

Dus kan er geen sprake van zijn, den tegen de vrouw genomen maatregel te rechtvaardigen door hare natuurlijke ongeschiktheid.

Had de wetgever van 1803 ernstig op die reden gesteund, hoe zou hij dan aangenomen hebben dat, gedurende het huwelijk, de uitoefening van de vaderlijke macht, met al de verplichtingen en de voorrechten daaraan

gehecht door het Wetboek, zou mogen toevertrouwd worden aan de moeder, wanneer de vader in de volstrekte onmogelijkheid verkeert om zelf dien last waar te nemen? Hoe had hij kunnen beslissen dat ingeval van verdwijning of afwezigheid van den vader, « de moeder al de rechten van » den man uitoefent wat aangaat de opvoeding der kinderen en het beheer » hunner goederen »? (Art. 142.)

Men moet bijgevolg wel bekennen dat, toen zij bij artikel 442, 3^o, tegen de vrouw den maatregel namen, waarbij haar de datieve of testamentaire voogdij wordt ontzegd en zij zelfs buiten de familieraden worden gesloten, de vervaardigers van het Wetboek onlogisch te werk gingen.

Indien de vrouwen, uit hoofde van haar geslacht, onbekwaam zijn om zaken te beheeren, dan moest men de belangen der minderjarigen niet in gevaar brengen door het beheer daarvan toe te vertrouwen aan de moeder of aan de vrouwelijke bloedverwante in de opgaande lijn. En vermits men integendeel bevonden heeft dat, in sommige bepaalde gevallen, die belangen niet beter zouden kunnen gevrijwaard worden dan door ze toe te vertrouwen en zelfs door ze op te dringen aan de zorgen eener vrouw, zoo had men wel moeten nalaten te beslissen dat het aan den overlevenden ouder bij zijn sterven of aan den familieraad zelfs niet zou geoorloofd zijn, buiten die gevallen, de zorg over een kind en dezès goederen toe te vertrouwen aan eene vrouw; men diende den onverbiddelijken regel niet te huldigen, krachtens welken de vrouw, hoe verstandig en hoe toegewijd ook, moet buitengesloten worden om een vermoeden van onbevoegdheid!

Men is er dus toe genoopt te denken dat, zonder het te weten, de vervaardigers van het Wetboek beïnvloed werden door de aloude vooroordeelen die voorheen de vrouw, zelfs de ongehuwde vrouw, onder levenslange voogdij deden stellen. Alhoewel die volkomene onbevoegdheid sedert lang was verdwenen, kwamen overblijfsels daarvan voor in de wetgeving en men kan nagaan, hier en ook elders, dat de wetgevers van 1803 nog steeds doordrongen waren van den geest des tijds.

Welke de redenen ook zijn, waarom het Wetboek de vrouw in dien minderwaardigen toestand plaatste, dient zij in dien staat van ondergeschiktheid te worden behouden?

Neen, indien, zooals de steller van het wetsontwerp beweert, het bestaande stelsel onrechtvaardig is jegens de vrouw en tevens in strijd met het werkelijk belang der kinderen.

B. Is het stelsel van het Burgerlijk Wetboek onrechtvaardig jegens de vrouw?

Onrechtvaardigheid is rechtsmiskening.

Welke zijn dan de rechten der vrouw?

Het spreekt van zelf dat wij ons hier niet moeten bezighouden met hare rol noch met hare rechten op economisch evenmin als op politiek gebied; wij moeten uitsluitend nagaan welke hare rechten zijn op burgerrechtelijk gebied.

In beginsel, zijn het die van elken burger. Thans heeft het onderscheid

tusschen personen door het vroegere Recht gehuldigd, opgehouden te bestaan. Benevens den gewonen burger zijn er geen « bevoorrechten » meer, die hem overheerschen, noch « minderen » (waaronder de vrouw) die hem onderworpen zijn. Al die ongelijkheid is verdwenen en artikel 8 van het Burgerlijk Wetboek verklaart dat « het genot der burgerlijke rechten is toegekend aan elken Belg ».

Dat wil echter niet zeggen dat ze allen de *vrije uitoefening* hebben van de rechten die de wet aan allen toekent. Want, juist om sommige klassen van personen te beschermen of om sommige belangen te vrijwaren, belet men soms dat burgers het volle en vrije gebruik hebben van hunne rechten. Daarop steunt de algeheele of gedeeltelijke onbevoegdheid van de minderjarigen, van de geïnterdiceerden, van de personen die zijn gesteld onder gerechtelijken raad; — alsmede de onbevoegdheid van de *gehuwde vrouw*, die haar het genot laat van al de rechten, door de wet aan de burgers toegekend, doch de uitoefening daarvan afhankelijk maakt van eene voorafgaande machtiging. Men kan het niet eens zijn, hetzij over het beginsel zelf van deze bepaling, hetzij enkel over de min of meer uitgestrekte onbevoegdheid die daarvan het gevolg is; eveneens kan men de bepaling van het Wetboek afkeuren, die aan de vrouw, gehuwd onder het stelsel der gemeenschap, elke deelneming in het beheer der goederen van de gemeenschap ontzegt; doch al die vraagstukken zijn vreemd aan wat ons bezighoudt; zij betreffen uitsluitend de *gehuwde vrouw* en hebben niets gemeens met den rechtstoestand der *vrouw*.

Welnu, volgens onze burgerlijke wetten, is de vrouw, als vrouw, de gelijke van den man. Dit beginsel van gelijkheid werd door de vervaardigers van het Burgerlijk Wetboek zonder aarzelen gehuldigd in artikel 8. Dit wil geenszins zeggen dat het in hunne bedoeling lag, man en vrouw op gelijke wijze te behandelen, want daartegen komt de natuur op. Het blijft steeds waar dat beide geslachten niet denzelfden aanleg hebben en niet geroepen zijn tot dezelfde werking. Elk hunner heeft zijne rol, zijne zending te vervullen, doch beiden moeten dezelfde rechten hebben tot het vervullen van hunne verschillende plichten. Voor man en vrouw mag er in rechte geen hogere en lagere rang bestaan, vermits zij recht hebben op dezelfde wettelijke bescherming voor de uitoefening der even belangrijke zending, hun beiden door den Schepper opgedragen.

Dus kan er op burgerrechtelijk gebied geen sprake zijn van voorrechten ten bate van het zoogezegd « sterkere » geslacht. Weigert men sommige rechten aan de vrouw, als vrouw, dan geeft men den man, als zoodanig, een overwicht dat hem nergens door onze wetten is toegekend en dat maar te begrijpen was onder de heidensche beschaving, toen men dacht de minderheid der vrouw genoegzaam te hebben bewezen door te wijzen op de *fragilitas* en de *imbecillitas sexus*.

Het toekennen van voordeelen aan den man alleen, wanneer niets, in den aanleg der vrouw, hare uitsluiting billijkt, ware eene schreeuwende schending van een beginsel van gelijkheid, in onze wetten luid verkondigd. 't Ware dus eene onrechtvaardigheid en eene onverdiende tekortkoming jegens de waardigheid der vrouw.

Derhalve kan het verwondering baren dat de wetgever in het Burgerlijk Wetboek enkele bepalingen handhaafde, die weinig strooken met deze opvatting van de rechten der vrouw — laatste overblijfsels van eene vervallen onbevoegdheid.

Reeds verleden jaar hadden wij de eer de Kamer voor te stellen, een van die overblijfsels te doen verdwijnen : het niet toelaten der vrouw als getuige bij de akten van den burgerlijken stand.

Waartoe dit verbod ? *Officium virile*, antwoordde men.

En door de kracht van deze twee woorden nam men dit zonderlinge feit aan, dat eene vrouw werd afgewezen als getuige bij eene aangifte van geboorte, terwijl men haar veroorloofde de aangifte zelve te doen, ja, haar soms daartoe verplichtte (art. 56.).

De wet van 7 Januari 1908 stelde een einde aan het abnormale van dezen toestand en nam die soort van minderwaardigheid weg, welke nog op de vrouw drukte.

Vroeger reeds wijzigde de wetgeving het hatelijk artikel 314, dat elk onderzoek naar het vaderschap verbood en aldus, onrechtvaardig genoeg, op de vrouw alleen, zelfs als zij het slachtoffer van eene verleiding was, al de gevolgen van een te zamen beganen misslag deed drukken.

Neemt men het voorstel van den achtbaren heer Denis aan, dan gaat men nogmaals een stap verder op den door ons betreden weg : onschadelijke hervormingen, die men nochtans niet mag over het hoofd zien, omdat het altijd goed is de wet meer logisch te maken, omdat deze hervormingen voldoening schenken aan eischen die uitgaan van een billijk begrip van waardigheid, en vooral — dat zullen wij straks zien voor het aanhangige voorstel — omdat zij soms gelegenheid bieden tot eene betere vrijwaring van belangen, die niet te veel beschermd kunnen worden.

C. Is het stelsel van het Burgerlijk Wetboek in strijd met het welbegrepen belang der kinderen ?

De onderteeenaar van het wetsontwerp zegt ja, en hij heeft gelijk.

Wel stellig is het Burgerlijk Wetboek bezorgd om aan de kinderen, welke een hunner ouders verloren, een voogd te geven, die alle mogelijke zorg besteedt aan hunnen persoon en aan het beheer hunner goederen.

De wet, in overeenstemming met de natuur, draagt het ambt van voogd op eerst en vooral aan den overlevenden van de echtgenooten. Bij ontstentenis van dezen, worden de bloedverwanten in de opgaande lijn van rechtswege aangewezen, ten ware de laatststervende der ouders, beter in staat om te oordeelen over het belang van hen die eerlang wees zullen zijn, een beroep doet op de verstandige toewijding van een door hem aangewezen persoon. Buiten deze gevallen, zullen de vergaderde naaste bloedverwanten den wettelijken beschermer der kinderen benoemen, en zij hebben zelfs vrije keus om de eene of andere bloedverwante in de opgaande lijn te benoemen.

Men ziet het, de wet is enkel bezorgd om het belang der minderjarigen. Laten wij evenwel tot voorbeeld nemen eene familie waar de dood aan jonge

kinderen hunne moeder heeft ontnomen. Gelukkig bestaat er eene liefderijke moei : zij trad op in de plaats der aflijvige, werd eene tweede moeder voor de kinderen die zij bemint als de hare, omringt hen met al de zorg welke de vader, hun voogd, wellicht geen tijd heeft hun te bedeele. Doch ook deze wordt op zijne beurt door de ziekte ter neer geslagen en zijn laatste stonde is daar. Gerust zou hij sterven, mocht hij aan de verkleefde zuster het gezag opdragen waarvan zij, hij weet het, verstandig en liefderijk gebruik zou maken. Doch dat verbiedt hem de wet. Als testamentairen voogd kan hij om 't even welken man kiezen, maar niet haar : vrouwen zijn geene voogdessen ! En omdat er in een ouden Romeinschen rechtsregel geschreven staat : *tutela est munis virile*, sterft die vader, gefolterd door den vreeselijken angst van niet te weten aan welke handen de verpleging zijner kinderen zal worden toevertrouwd !

Hetzelfde verbod geldt voor den familieraad. Noch deze nauwe bloedverwante, noch eene andere vrouw die van natuurswege aangewezen schijnt, en op wier verkleefdheid men weet te mogen rekenen, kan worden belast met de voogdij. Zelfs mogen zij geen deel uitmaken van dien raad, waar nochtans vreemden zijn toegelaten en welken zij beter dan iemand kunnen inlichten over de maatregelen gevergd door het belang der minderjarigen.

En men gelieve op te merken dat het hier niet geldt eene voogdij van rechtswege opgedragen. Wellicht kan men dan staande houden dat het gevaarlijk is, dergelijken last noodzakelijk op te dragen aan eene vrouw die de kennis van en de bedrevenheid in de zaken mist. Neen, de onbevoegdheid der vrouw, zooals zij bepaald is bij artikel 442, is de onmogelijkheid voor den laatststervende, vader of moeder, of voor den familieraad, hunne keus te vestigen op eene vrouw, al ware zij de meest verstandige, de meest bekwame, de meest verkleefde.

Voorzeker wordt, zoodoende, het welbegrepen belang der kinderen opgeofferd aan een vooroordeel.

Dit stelsel van het Burgerlijk Wetboek is onlogisch (zooals we bij den aanvang van dit verslag bewezen), daar het in beginsel de vrouw onbevoegd verklaart, ofschoon het nochtans in sommige gevallen hare bevoegdheid onderstelt en aldus het vermoeden *juris et de jure* logenstraft dat over 't algemeen geldt ten opzichte der vrouw ; — die uitsluiting schendt ook het beginsel van gelijkheid en maakt tevens inbreuk op de waardigheid der vrouw ; — vooral kan die uitsluiting de minderjarigen berooven van de doelmatige bescherming die hun verzekerd kan worden ; — om deze redenen stelt de Middenafdeeling eenparig de Kamer voor, artikel 442 van het Burgerlijk Wetboek te wijzigen in den zin van het ontwerp en de minderwaardigheid op te heffen, waartoe dit artikel de vrouw veroordeelt.

Eenmaal dit hoofdbeginsel aangenomen, dienen er in sommige artikelen van het Wetboek enkele wijzigingen van meer bijkomenden aard te worden gebracht, ten einde ze te doen overeenstemmen met het denkbeeld waarvan de nieuwe hervorming uitgaat.

Vooreerst dient artikel 402 anders opgesteld te worden.

Het bedoelt de voogdij, van rechtswege opgedragen aan de bloedverwanten in de opgaande lijn, en luidt aldus : « Wanneer niet door den » laatststervende, vader of moeder, voor den minderjarige een voogd is » gekozen, behoort de voogdij van rechtswege aan zijn vaderlijken grootvader; bij ontstentenis van dezen, aan zijn moederlijken grootvader; en » aldus opgaande op zoodanige wijze dat de vaderlijke grootouder altijd den » voorrang heeft boven den moederlijken grootouder in denzelfden graad. »

Dus komen de *grootmoeders* niet in aanmerking en in elk geval wordt de voorrang verleend aan de vaderlijke bloedverwanten in de opgaande lijn.

Treden, bij ontstentenis van grootvaders, te gelijker tijd op overgrootvaders behoorende tot de vaderlijke lijn van den minderjarige, dan geeft artikel 403 insgelijks de voorkeur aan den vaderlijken grootvader des vaders van den minderjarige. En treden te gelijkertijd op de twee overgrootvaders in de moederlijke lijn, dan behoort, volgens artikel 404, de familieraad te kiezen tusschen deze twee bloedverwanten in de opgaande lijn.

Om getrouw te blijven aan de hoofdgedachte van het wetsvoorstel, dient men vooreerst, in artikel 402, de *vrouwelijke* bloedverwanten in de opgaande lijn te plaatsen naast de mannelijke. Het zou dus luiden als volgt :

« Wanneer niet door den laatststervende, vader of moeder, voor den minderjarige een voogd is gekozen en de *minderjarige een anderen bloedverwant of bloedverwante in de opgaande lijn bezit*, is deze van rechtswege » voogd. »

Doch het kan ook zijn dat er verschillende *grootvaders en grootmoeders* te gelijker tijd optreden. Aan wie wordt dan de voogdij opgedragen ?

Zal men, uitgaande van den regel van artikel 402, de voorkeur geven aan den grootvader en de grootmoeder in de vaderlijke lijn? Of, bij voorkomend geval, aan de twee grootvaders voorrang geven op de twee grootmoeders? Hoe zij ook moge uitvallen, de beslissing ware willekeurig; de beste oplossing zal zijn die, welke steunt op het belang der minderjarigen, namelijk de vrijheid van den familieraad om te kiezen onder die verschillende grootouders. Dit ware de algemeene toepassing van het zeer oordeelkundig stelsel, door het Wetboek aangenomen in het bijzonder geval van artikel 404.

Dat is ook de maatregel, door den achtbaren heer Denis voorgesteld als volgt : « Treden verscheidene bloedverwanten in de opgaande lijn, mannelijke of vrouwelijke, te gelijker tijd op, dan geschiedt de benoeming door » den familieraad. »

Doch deze tekst maakt niet een onderscheid dat ons noodzakelijk schijnt.

Immers, de woorden « bloedverwanten in de opgaande lijn, mannelijke of vrouwelijke », die daarin voorkomen, zijn algemeene uitdrukkingen, van toepassing zoowel op de overgrootvaders als op de grootvaders. Het zou dus kunnen gebeuren dat grootouders van verschillenden graad te gelijker tijd optreden; artikel 402 voorziet thans deze mogelijkheid en draagt de wettelijke voogdij enkel op aan de bloedverwanten in opgaande lijn van den naasten graad, namelijk aan de grootvaders; en slechts bij ontstentenis van deze beiden wordt de overgrootvader met de voogdij belast.

Wordt door het wetsvoorstel deze overdracht volgens rangorde met (uitbreiding tot de vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn) gehandhaafd, of zou, integendeel, de keus, welke het aan den familieraad overlaat, gebeuren onder al de grootvaders en overgrootvaders zonder onderscheid? Uit den letterlijken zin van den tekst — het woord « bloedverwanten in de opgaande lijn » heeft immers eene algemeene beteekenis — zou men kunnen afleiden dat overgrootvaders en grootvaders op gelijken voet zouden gesteld zijn voor die keus. Licht dat echter wel in de bedoeling van den indiener van het voorstel? Waarom zou men de aanstelling volgens rangorde, bij het Burgerlijk Wetboek voorzien, verwerpen? Men beschouwe de voogdij als een beschermingsmaatregel voor den minderjarige, of men beschouwe ze als een last, in beide gevallen is het natuurlijk ze op te dragen aan de naaste bloedverwanten in de opgaande lijn, dat wil zeggen aan hen die tevens het meest aan de kinderen zijn gehecht — omdat deze door de banden van het bloed met hen zijn verbonden — en die ook het best de plichten van hun ambt kunnen kwijten, omdat ze minder gevorderd zijn in jaren. Om dezelfde reden als die welke het opdragen van de wettige voogdij aan de grootouders enkel toelaat wanneer er geen ouders meer zijn, moeten de overgrootvaders enkel bij gebreke van grootvaders met de voogdij worden belast.

De Middenafdeeling is dus van meening dat het tweede lid van het gewijzigd artikel 402 dient te worden vervangen door deze bepaling :

- « Treden verscheidene grootvaders of grootmoeders te gelijker tijd op,
- » dan wordt een hunner tot voogd aangewezen door den familieraad.
- » Bij gebreke van grootvaders of grootmoeders, gaat de voogdij van
- » rechtswege over op de mannelijke en vrouwelijke bloedverwanten in de
- » opgaande lijn van den hooger en graad; treden verscheidenen te gelijker
- » tijd op, dan wijst de familieraad insgelijks dengene aan die het ambt van
- » voogd waarneemt. »

De aanneming van deze nieuwe wijze van aanstelling der bloedverwanten in de opgaande lijn brengt noodzakelijk het intrekken mede van de artikelen 403 en 404.

Volgen wij de orde van de voorgestelde wijzigingen, dan komen wij tot de herziening van artikel 442. 't Is het artikel waarin het beginsel wordt gehuldigd dat de vrouw ongeschikt is om de voogdij waar te nemen of om deel uit te maken van den familieraad. Door het intrekken van die ongeschiktheid heeft de Middenafdeeling bijgevolg de weglating aangenomen van de woorden : « de vrouwen buiten de moeder en de vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn. »

Overigens stelt de Middenafdeeling voor artikel 442 te doen luiden als volgt :

- « Voogd of lid van den familieraad *mogen* niet zijn :
- » 1° Minderjarigen, uitgezonderd de vader en de moeder ;
- » 2° Geïnterdiceerden ;
- » 3° Al degenen die zelf of wier vader of moeder met den minderjarige
- » een rechtsgeding voeren, waarbij de staat van dezen minderjarige, zijn
- » vermogen of een aanzienlijk gedeelte zijner goederen is betrokken. »

Als noodzakelijke gevolgtrekking van artikel 442, behelst het wetsvoorstel een artikel 442^{bis}, luidende als volgt :

« De gehuwde vrouw, die tot voogdes is benoemd, moet tot het aanvaarden van de voogdij worden gemachtigd door haren man, die medevoogd wordt. »

Deze bepaling strookt met de beginselen die de onbevoegdheid van de gehuwde vrouw beheerschen. Zonder machtiging mag deze geen verbintenissen aangaan : het moet haar dus niet geoorloofd zijn, eene voogdij, die voor haar verplichtingen moet verwekken, te aanvaarden zonder daartoe gemachtigd te zijn.

Die tekst moet echter verstaan worden in een beperkten zin : het is de machtiging « door haren man », die vereischt wordt. Eene vrouw zou dus, bij gebrek aan bedoelde machtiging, geen rechterlijke machtiging kunnen bekomen, naar luid van artikel 219. Immers, daar de man noodzakelijk medevoogd moet zijn met zijn vrouw-voogdes, blijkt het onaannemelijk dat de vrouw, door het bekomen van de machtiging van wege de rechtbank, haren echtgenoot tegen wil en dank den last eener voogdij kan opdringen.

De voorgestelde tekst bepaalt dat : « De gehuwde vrouw, die tot voogdes is benoemd, moet worden gemachtigd, enz... »

Deze tekst zou kunnen doen onderstellen dat het artikel enkel van toepassing is op de vrouw die tot het ambt van voogd wordt benoemd, met andere woorden, die benoemd wordt door den familieraad. Welnu, krachtens artikel 442, eerste lid (nieuw), kan de vrouwelijke bloedverwante in de opgaande lijn wettelijke voogdes, voogdes van rechtswege zijn. Het is waar, zulks zal alleen voorkomen wanneer de grootmoeder eenige bloedverwante blijft in de opgaande lijn, want, indien haar echtgenoot nog leeft, dan treden bloedverwanten in de opgaande lijn te gelijker tijd op, zooals werd voorzien bij artikel 442, tweede lid, en in dit geval gaat de familieraad over tot de benoeming. Het kan echter gebeuren dat de grootmoeder, die als eenige bloedverwante in de opgaande lijn overbleef, hertrouwd is : zij is voogdes van rechtswege en bijgevolg zal zij niet worden benoemd door den familieraad ; zij zal evenwel door haren man moeten gemachtigd worden.

Wij stellen dus voor, den tekst van artikel 442^{bis}, 1^{ste} lid, algemeen te maken en te zeggen :

« De gehuwde vrouw mag dan alleen eene voogdij aanvaarden, wanneer » zij daartoe is gemachtigd door haren man. Deze is noodzakelijk medevoogd. » Deze laatste woorden duiden beter dan die van het wetsvoorstel aan, dat het niet alleen een recht is voor den man, maar eene verplichting waaraan hij zich niet kan onttrekken. Het zijn, overigens, dezelfde bewoordingen als in artikel 396, voor een zelfde geval.

Het tweede lid van datzelfde artikel bepaalt hoe de machtiging wordt gegeven : Zij « wordt binnen acht dagen gegeven door eene verklaring » afgelegd voor den vrederechter der woonplaats van den minderjarige ; » zij maakt de vrouw bevoegd tot het uitoefenen van alle verrichtingen » der voogdij. » De woorden : « zonder dat daartoe eene nieuwe machti-

» ging van haren man noodig is », die in het wetsvoorstel voorkomen, stellen wij voor, weg te laten, omdat zij nutteloos zijn.

Men diende het geval te voorzien, dat eene vrouw, voogdes en ongehuwd, een huwelijk zou aangaan terwijl zij de voogdij waarneemt.

De redenen, die in artikel 395 deden aannemen dat de moeder-voogdes, die wil hertrouwen, verplicht is, op straf van rechtswege haar voogdijschap te verliezen, den familieraad bijeen te roepen, opdat deze beslisse dat zij in de voogdij zal gehandhaafd worden —, die redenen vergen hier eene dergelijke bepaling. En het moet eveneens worden verstaan dat, ingeval zij in de voogdij wordt gehandhaafd, haar man haar zal toegevoegd worden als medevoogd, naar luid van artikel 396.

Wij stellen u dus voor, die bepalingen van het ontwerp goed te keuren, mits de volgende wijziging :

« Indien de ongehuwde vrouw-voogdes een huwelijk wil aangaan, is artikel 395 op haar van toepassing. »

« Wordt zij in de voogdij gehandhaafd door den familieraad, dan wordt haar man noodzakelijk medevoogd, overeenkomstig artikel 396. »

Ook in artikel 405 dient eene wijziging te worden gebracht, die zich zelf verklaart : de woorden « noch mannelijke bloedverwanten in opgaande lijn » moeten vervangen worden door de woorden : « noch bloedverwant noch bloedverwante in de opgaande lijn ». Verder schijnt het beter geen andere tekstwijziging aan te nemen, opdat men niet denken zou dat wij den zin en de strekking van het artikel wijzigen.

Artikel 408 betreft de samenstelling van de familieraden.

Als gevolg van het aangenomen beginsel, moeten de volle zusters der minderjarige evengoed als zijne volle broeders worden toegelaten als leden van den familieraad. 't Is dus een recht dat hun gegeven wordt en tevens eene wettelijke verplichting die hun opgelegd wordt : bijgevolg zullen zij deze verplichting kunnen vervullen zonder dat zij behoeven daartoe gemachtigd te zijn door hare echtgenooten. Deze moeten geen deel meer uitmaken van de familieraden, vermits zij daarin enkel optraden als vertegenwoordigers van hunne vrouwen die daartoe wettelijk onbevoegd waren.

Daarop steunt de nieuwe tekst : « Alleen de volle broeders *en zusters* van den minderjarige zijn uitgezonderd van de beperking bepaald bij het vorig artikel. »

Doch de slotbepalingen van ditzelfde artikel vergen eene andere verbetering, uit hoofde van eene dubbele onnauwkeurigheid die het gevolg is van eene onoplettendheid der vervaardigers van het Wetboek.

Na de bepaling aangaande de volle broeders en zusters luidt het artikel verder : « Indien zij zes in getal zijn, of daarboven, zijn zij allen lid van den familieraad, welken zij alleen uitmaken met de *weduwen der mannelijke bloedverwanten* in de opgaande lijn en de mannelijke bloedverwanten in de opgaande lijn, *geldig verschoond*. »

Maar met reden doet men opmerken :

1^o Dat in het artikel ten onrechte sprake is van de mannelijke bloedverwanten in de opgaande lijn, *geldig verschoond*.

Ongetwijfeld ligt het in de bedoeling van den wetgever, al de bloedverwanten in de opgaande lijn toe te laten in den familieraad, namelijk deze die van de voogdij niet verschoond zijn, omdat zij die verschooning niet te vragen hadden, vermits zij daartoe niet waren opgeroepen; dat gebeurt bijvoorbeeld wanneer de voogdij wordt uitgeoefend door den overlevenden vader of de overlevende moeder of door een persoon bij testament aange-
wezen door den laatststervenden ouder ;

2^o Dat de bewoordingen : « weduwen van mannelijke bloedverwanten in de opgaande lijn » de gedachten niet vertolken der opstellers van het artikel. Het is zeker dat zij bedoelden de bloedverwanten in de opgaande lijn, met andere woorden, de grootmoeder van den minderjarige, wier man overleden is : de wet roept deze *grootmoeder-weduwe* op om de plaats van den overledene in te nemen. Welnu, de woorden *weduwen van mannelijke bloedverwanten in de opgaande lijn*, door het Wetboek gebruikt, kunnen eene gansch andere beteekenis hebben, want eene weduwe van een bloedverwant in de opgaande lijn is geen weduwe bloedverwante in de opgaande lijn, indien zij slechts de tweede vrouw is van een grootvader die sterft. Waarom zou men haar in den familieraad toelaten, vermits zij geen bloedverwante is van den minderjarige?

De tekst dient dus te worden gewijzigd, met inachtneming, daarenboven, van het nieuwe beginsel door de wet gehuldigd. Men zou dus zeggen : « Indien zij (volle broeders of zusters) zes in getal zijn, of daarboven, » zijn zij allen lid van den familieraad, welken zij alleen uitmaken met de » *mannelijke en vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn*. » Deze tekst schijnt ons verkieslijk boven den tekst van het voorstel dat de « mannelijke of vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn » bedoelt. Het scheidend voegwoord *of* maakt den tekst minder duidelijk. Wil men zeggen dat de vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn slechts bij ontstentenis van de mannelijke deel uitmaken van den familieraad? Dit zou eene beperking zijn van het huidig artikel 408, dat de weduwen, bloedverwanten in de opgaande lijn, evengoed als de mannelijke bloedverwanten in dezelfde lijn, toelaat. Waar men zegt : « de mannelijke *en* vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn », breidt men integendeel de bepaling uit : allen, zonder onderscheid, kunnen deel uitmaken van den familieraad.

De wijziging in artikel 423 is duidelijk uit haar zelf : daar de volle zusters voogdes kunnen benoemd worden, moet men, wat aangaat de aanwijzing van den toezienden voogd, de uitzondering uitbreiden, die thans enkel den vollen broeder als voogd betreft.

Ten slotte, om de verschillende bepalingen van dit boek over de Voogdij te doen samengaan, moest men nog de vrije keuze algemeen maken, welke artikel 394 aan de overlevende moeder laat om de voogdij, waarop zij volle recht heeft, te weigeren. Het is mogelijk dat zij zich zelve wantrouwt, dat zij noch genoegzame ervaring, noch voldoende kennis van de zaken in zich voelt, dat zij zich niet op de hoogte acht om de belangen te beheeren, waaraan zij tot nog toe vreemd bleef. De wetgever, die haar een recht toe-
kende, heeft haar niet eenen last willen opleggen, welke boven hare kracht

zou zijn. Zij kan dus het ambt weigeren, zonder de redenen harer weigering op te geven.

Dezelfde vrijheid moet natuurlijk ook gelaten worden aan de vrouw die door de wet of door den familieraad tot voogdes zou aangesteld worden. Zij wordt haar geschonken door het gewijzigde artikel 452.

* * *

Na het grondig onderzoek dat zij aan de zaak heeft gewijd, is de Middenafdeeling van gevoelen dat in den Titel betreffende de minderjarigheid geen ander artikel meer dient te worden gewijzigd om alles te doen samengaan met het hoofdbeginsel van het voorstel : de bevoegdheid van de vrouw om voogdes en lid van den familieraad te zijn.

Toch mogen wij geenszins uit het oog verliezen dat het opnemen van dezen nieuwen regel in onze wetgeving niet zonder invloed zal blijven op de beteekenis van sommige artikelen van het Wetboek.

Zoo wordt door artikel 426 bepaald dat « de bepalingen, vervat in de » afdeelingen VI en VII van dit hoofdstuk, van toepassing zijn op de toeziende voogden. »

De wijzigingen, gebracht in de afdeeling VII betreffende « de onbevoegdheid, de uitsluitingen en ontzettingen van de voogdij », zullen bijgevolg haren weerslag hebben op de toeziende voogdij, en zoo ook, na het wegvallen van het n^o 3 van artikel 442, dat de vrouwen tot de voogdij onbevoegd verklaarde, zullen deze toeziende voogdessen kunnen benoemd worden *onder dezelfde voorwaarden waaronder zij voogdes kunnen zijn*.

Zoo ook dienen de woorden « bloedverwant », « aanverwant », « burger », « persoon », « vriend », die in tal van artikelen over de voogdij en de samenstelling van den familieraad voorkomen, voortaan te worden genomen in een ruimeren zin en gelden zij zoowel voor de vrouwen als voor de mannen.

Anderdeels merken wij aan dat artikel 509 luidt : « De wetten op de » voogdij van minderjarigen zijn toepasselijk op de voogdij van geïnterdiceerden. » Daaruit volgt dat, door de goedkeuring van het aanhangig wetsvoorstel, de vrouw, die voortaan voogdes kan zijn over minderjarigen, het ook zijn kan over geïnterdiceerden.

Derhalve moet men zich afvragen of artikel 507 niet dient te worden gewijzigd. Trouwens, luidens artikel 506, is de man van rechtswege voogd over zijne geïnterdiceerde vrouw ; volgens artikel 507 *kan* de vrouw slechts « voogdes van haren man *benoemd worden*. In dit geval regelt de familieraad de wijze en de voorwaarden van het beheer ; behoudens het beroep » van de vrouw bij de rechtbank, zoo zij vermeent door de beschikkingen » van den familieraad bezwaard te zijn. »

Zou er geen hinderende wanklank luiden tusschen bepalingen, waarvan de eene (art. 442) zegt dat voortaan een vrouw, zelfs vreemd aan de familie, door den familieraad tot voogdes kan worden benoemd van eenen geïnterdiceerde en met dezelfde macht als een voogd kan bekleed worden, terwijl

een ander artikel (art. 506) nog zou bepalen dat de echtgenoot, voogdes van haar geïnterdiceerden man, slechts beperkte macht zou bezitten?

Daarom stelt de Middenafdeeling voor, artikel 507 af te schaffen en artikel 506 te doen luiden als volgt : « Elke der echtelieden is, van rechts- » wege, voogd over zijn geïnterdiceerden echtgenoot ».

Deze nieuwigheid zou het gewone recht zooverre niet te buiten gaan als op het eerste gezicht wel schijnt. In eene dergelijke omstandigheid, wanneer de man insgelijks in de onmogelijkheid verkeert zijne rechten zelf uit te oefenen — ingeval van verdwijning en afwezigheid —, laat artikel 124 toe dat de vrouw het beheer der goederen van den man en van de gemeenschap in handen neemt, zonder dat hier zelfs de waarborg bestaat van het optreden van den familieraad in de meest belangrijke gevallen. En zoo er minderjarige kinderen zijn, aarzelt artikel 142 geenszins, aan de moeder toe te vertrouwen « het uitoefenen van al de rechten van den man over hunne » opvoeding en over het beheer hunner goederen. »

Ten slotte dient nog eene laatste opmerking te worden gemaakt betreffende de wettelijke hypotheek waarmede de wet ten behoeve van de minderjarigen en de geïnterdiceerden de goederen van den voogd belast. Het kan voortaan voorvallen dat de voogdes eene gehuwde vrouw is, doch de aanvaarding der voogdij kan slechts met de machtiging van den man geschieden. Om aan de daad van den man eenen redelijken zin te geven, moet men noodzakelijk aannemen dat zijne machtiging tot aanneming der voogdij zijne toestemming medebrengt, om bij voorkomend geval de onroerende goederen zijner vrouw, als waarborg voor haar beheer, te belasten.

Het voorstel in zijn geheel, gewijzigd als boven gezegd, werd eenparig aangenomen door al de aanwezige leden der Middenafdeeling, nadat het wel verstaan was dat de volgorde der artikelen van het Wetboek, waarop dit voorstel betrekking heeft, zou gewijzigd worden. Het is licht te begrijpen dat men, bij het voorgestelde ontwerp evenals bij de beraadslaging die in de Kamer zal plaats hebben, zich in de eerste plaats zal bezighouden met het beginsel zelf van de ontworpen hervorming; want moest dit beginsel, dat eene wijziging in artikel 442 is, verworpen worden, dan zouden de andere bepalingen vervallen.

Doch voor den tekst der wet schijnt het logischer en geleidelijker, dat al de voorgestelde wijzigingen in een enkel artikel worden vervat, en dat die tekstwijzigingen voorgesteld worden in dezelfde orde als die waarin de artikelen in het Wetboek voorkomen.

De Verslaggever,

LÉON MABILLE.

De Voorzitter,

E. NERINCX.



Proposition de loi.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 402, 403, 404, 442 du Code civil sont abrogés ou modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 402. — Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur par le dernier mourant de ses père et mère et que le mineur a un autre ascendant ou ascendante, celui-ci sera tuteur de droit.

S'il y a concurrence entre plusieurs ascendants ou ascendantes, la nomination sera faite par le conseil de famille.

Art. 403. — Cet article est abrogé.

Art. 404. — Cet article est abrogé.

Wetsvoorstel.

ARTIKEL 1.

De artikelen 402, 403, 404, 442 van het Burgerlijk Wetboek worden ingetrokken of gewijzigd als volgt :

Art. 402. — Wanneer niet door den laatststervende, vader of moeder, voor den minderjarige een voogd is gekozen en de minderjarige een anderen bloedverwant of bloedverwante in de opgaande lijn bezit, is deze van rechtswege voogd.

Treden verscheidene bloedverwanten in de opgaande lijn, mannelijke of vrouwelijke, te gelijker tijd op, dan geschiedt de benoeming door den familieraad.

Art. 403. — Dit artikel wordt ingetrokken.

Art. 404. — Dit artikel wordt ingetrokken.

Texte proposé par la section centrale.

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 402, 403, 404, 405, 408, 423, 432, 442, 506 et 507 du Code civil sont abrogés ou modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 402. — Lorsqu'il n'a pas été choisi au mineur un tuteur par le dernier mourant de ses père et mère et que le mineur a un autre ascendant ou ascendante, celui-ci sera tuteur de droit.

S'il y a concurrence entre plusieurs aïeuls ou aïeules, la désignation de l'un d'eux comme tuteur sera faite par le conseil de famille.

A défaut d'aïeuls ou d'aïeules, la tutelle passera, de droit, aux ascendants et ascendantes du degré supérieur, et s'il y a concurrence entre plusieurs, le conseil de famille désignera également celui qui exercera les fonctions de tuteur.

Art. 403. — Cet article est abrogé.

Art. 404. — Cet article est abrogé.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

EENIG ARTIKEL.

De artikelen 402, 403, 404, 405, 408, 423, 432, 442, 506 en 507 van het Burgerlijk Wetboek worden ingetrokken of gewijzigd als volgt :

Art. 402. — Wanneer niet door den laatststervende, vader of moeder, voor den minderjarige een voogd is gekozen en de minderjarige een anderen bloedverwant of bloedverwante in de opgaande lijn bezit, is deze van rechtswege voogd.

Treden verscheidene grootvaders, of grootmoeders te gelijker tijd op, dan wordt een hunner tot voogd aangewezen door den familieraad.

Bij gebreke van grootvaders of grootmoeders, gaat de voogdij van rechtswege over op de mannelijke en vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn van den hooger grad; treden verscheidenen te gelijker tijd op, dan wijst de familieraad insgelijks dengene aan die het ambt van voogd waarneemt.

Art. 403. — Dit artikel wordt ingetrokken.

Art. 404. — Dit artikel wordt ingetrokken.

Proposition de loi.

Art. 442. — Ne pourront être tuteurs ni membres de conseils de famille :

1° Les mineurs, excepté les père et mère ;

2° Les interdits ;

3° Tous ceux qui ont ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis.

Art. 442 bis. — La femme mariée nommée tutrice devra être autorisée par son mari, qui devient cotuteur, à accepter la tutelle.

Cette autorisation sera donnée dans la huitaine par une déclaration faite devant le juge paix du domicile du mineur ; elle habilitera la femme à faire tous les actes de la tutelle et ce sans autorisation de son mari.

Si la femme tutrice non mariée veut se marier, il sera procédé, comme pour la mère tutrice, conformément à l'article 395.

Dans ce cas, comme dans le cas précédent, le mari deviendra de droit cotuteur, conformément à l'article 396.

Article 2.

L'article 405 du Code civil est modifié et complété comme suit :

Wetsvoorstel.

Art. 442. — Voogd of lid van den familieraad mogen niet zijn :

1° Minderjarigen, uitgezonderd de vader en de moeder ;

2° Geïnterdiceerden ;

3° Al degenen die zelf of wier vader en moeder met den minderjarige een rechtsgeding voeren, waarbij de staat van dezen minderjarige, zijn vermogen of een aanzienlijk gedeelte zijner goederen is betrokken.

Art. 442^{bis}. — De gehuwde vrouw, die tot voogdes is benoemd, moet tot het aanvaarden van de voogdij worden gemachtigd door haren man, die medevoogd wordt.

Deze machtiging wordt binnen acht dagen gegeven door eene verklaring, afgelegd voor den vrederechter der woonplaats van den minderjarige ; zij maakt de vrouw bevoegd tot het uitoefenen van alle verrichtingen der voogdij, zonder dat daartoe eene nieuwe machtiging van haren man noodig is.

Indien de ongehuwde vrouwvoogdes een huwelijk wil aangaan, wordt er gehandeld zooals ten aanzien der moeder-voogdes in artikel 395 is bepaald.

In dat geval, evenals in het vorige geval, wordt de man van rechtswege medevoogd, overeenkomstig artikel 396.

ART. 2.

Artikel 405 van het Burgerlijk Wetboek wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

Texte proposé par la section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

(Voir plus loin le texte amendé
des articles 442 et 442^{bis}.)

(Zie verder den gewijzigden tekst
der artikelen 442 en 442^{bis}.)

Proposition de loi.

Art. 403. — Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé restera sans père ni mère, ni tuteur élu par ses père ou mère, ni ascendant ou ascendante, comme aussi lorsque le tuteur de l'une des qualités ci-dessus exprimées se trouve ou dans l'une des exclusions dont il sera parlé ci-après, ou valablement dispensé, il sera pourvu par un conseil de famille à la nomination d'un tuteur.

Art. 3.

Les articles 408, 423, 432 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 408. — Les frères et sœurs germains du mineur sont seuls exceptés de la limitation de nombre posée en l'article précédent; s'ils sont six ou au delà, ils seront tous membres du conseil de famille qu'ils composeront seuls avec les ascendants ou les ascendantes; s'ils sont en nombre inférieur, les autres parents ne seront appelés que pour compléter le conseil.

Art. 423. — En aucun cas le tuteur ne votera pour la nomination du subrogé tuteur, lequel sera pris, hors le cas des frères germains ou des sœurs germaines, dans celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'appartiendra pas.

Wetsvoorstel.

Art. 403. — Wanneer een minderjarig kind, dat niet mondig is verklaard, overblijft zonder vader of moeder, zonder voogd door den vader of de moeder gekozen, zonder bloedverwant of bloedverwante in de opgaande lijn, alsmede wanneer de voogd, eene der opgenoemde betrekkingen hebbende, zich bevindt in een der gevallen van uitsluiting, waarvan hierna wordt gesproken, of geldig is verschoond, wordt door den familieraad in de benoeming van een voogd voorzien.

Art. 3.

De artikelen 408, 423, 432 van het Burgerlijk Wetboek worden gewijzigd als volgt :

Art. 408. — Alleen de volle broeders en zusters van den minderjarige zijn uitgezonderd van de beperking van getal bepaald bij het vorig artikel; indien zij zes in getal zijn, of daarboven, zijn zij allen lid van den familieraad, welken zij alleen uitmaken met de mannelijke of vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn; indien zij minder in getal zijn, worden de andere bloedverwanten slechts opgeroepen om den raad voltallig te maken.

Art. 423. — In geen geval mag de voogd medestemmen voor de benoeming van den toezienden voogd; deze wordt, buiten het geval van volle broeders of zusters, genomen uit die der beide lijnen waartoe de voogd niet behoort.

Texte proposé par la section centrale.

Art. 405. — Lorsqu'un enfant mineur et non émancipé restera sans père ni mère, ni tuteur élu par ses père ou mère, ni ascendant ou ascendante, comme aussi lorsque le tuteur de l'une des qualités ci-dessus exprimées se *trouvera* ou dans *le cas* des exclusions dont il sera parlé ci-après ou valablement excusé, il sera pourvu par un conseil de famille à la nomination d'un tuteur.

Art. 408. — Les frères et sœurs germains du mineur sont seuls exceptés de la limitation de nombre posée en l'article précédent.

S'ils sont six ou au delà, ils seront tous membres du conseil de famille qu'ils composeront seuls, avec les ascendants *et* les ascendantes.

S'ils sont en nombre inférieur, les autres parents ne seront appelés que pour compléter le conseil.

Art. 423. — En aucun cas le tuteur ne votera pour la nomination du subrogé tuteur, lequel sera pris, hors le cas de frères germains ou de sœurs germaines, dans celle des deux lignes à laquelle le tuteur n'appartiendra pas.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Art. 405. — Wanneer een minderjarig kind, dat niet mondig is verklaard, overblijft zonder vader of moeder, zonder voogd door den vader of de moeder gekozen, zonder bloedverwant of bloedverwante in de opgaande lijn, alsmede wanneer de voogd, eene der opgenoemde betrekkingen hebbende, zich bevindt in een der gevallen van uitsluiting waarvan hierna wordt gesproken, of geldig is verschoond, wordt door den familieraad in de benoeming van een voogd voorzien.

Art. 408. — Alleen de volle broeders en zusters van den minderjarige zijn uitgezonderd van de beperking van getal, bepaald bij het vorig artikel.

Indien zij zes in getal zijn, of daarboven, zijn zij allen lid van den familieraad, welken zij alleen uitmaken met de mannelijke en vrouwelijke bloedverwanten in de opgaande lijn.

Indien zij minder in getal zijn, worden de andere bloedverwanten slechts opgeroepen om den raad voltallig te maken.

Art. 423. — In geen geval mag de voogd medestemmen voor de benoeming van den toezienden voogd; deze wordt, buiten het geval van volle broeders of zusters, genomen uit die der beide lijnen waartoe de voogd niet behoort.

Proposition de loi.

Art. 452. — Nulle femme ne peut être forcée d'accepter la tutelle.

Nul homme, non parent ni allié, ne peut être forcé d'accepter la tutelle que dans le cas où il n'existerait pas, dans la distance de quatre myriamètres, des parents ou alliés en état de gérer la tutelle.

(Le texte ci-après est la reproduction des articles 442 et 442^{bis} qui figurent dans l'article 1^{er} de la proposition de loi, p. 16.)

Art. 442. — Ne pourront être tuteurs ni membres de conseils de famille :

1° Les mineurs, excepté les père et mère;

2° Les interdits;

3° Tous ceux qui ont ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis.

Art. 442^{bis}. — La femme mariée nommée tutrice devra être autorisée par son mari, qui devient cotuteur, à accepter la tutelle.

Cette autorisation sera donnée dans la huitaine par une déclaration faite devant le juge de paix du domicile du mineur, elle habilitera la femme à faire tous les actes de la tutelle et ce sans autorisation de son mari.

Wetsvoorstel.

Art. 432. — Geene vrouw kan worden gedwongen de voogdij te aanvaarden.

Geen man, die niet bloedverwant of aangehuwde is, kan worden gedwongen de voogdij te aanvaarden, tenzij er binnen den afstand van vier myriameter geene bloedverwanten of aangehuwden bestaan, in staat de voogdij uit te oefenen.

(Onderstaande tekst bevat de artikelen 442 en 442^{bis} die voorkomen in artikel 1 van het wetsvoorstel, blz. 16.)

Art. 442. — Voogd of lid van den familieraad mogen niet zijn :

1° Minderjarigen, uitgezonderd de vader en de moeder;

2° Geïnterdiceerden;

3° Al degenen die zelf of wier vader en moeder met den minderjarige een rechtsgeding voeren, waarbij de staat van dezen minderjarige, zijn vermogen of een aanzienlijk gedeelte zijner goederen is betrokken.

Art. 442^{bis}. — De gehuwde vrouw, die tot voogdes is benoemd, moet tot het aanvaarden van de voogdij worden gemachtigd door haren man, die medevoogd wordt.

Deze machtiging wordt binnen acht dagen gegeven door eene verklaring afgelegd voor den vrederechter der woonplaats van den minderjarige; zij maakt de vrouw bevoegd tot het uitoefenen van alle verrichtingen der voogdij, zonder dat daartoe eene nieuwe machtiging van haren man noodig is.

Texte proposé par la section centrale.

Art. 432. — Nulle femme ne peut être forcée d'accepter la tutelle.

Nul homme, non parent ni allié, ne peut être forcé d'accepter la tutelle que dans le cas où il n'existerait pas, dans la distance de quatre myriamètres, des parents ou alliés en état de gérer la tutelle.

Art. 442. — Ne peuvent être tuteurs, ni membres des conseils de famille :

1^o Les mineurs, excepté les père et mère;

2^o Les interdits;

3^o Tous ceux qui ont ou dont les père ou mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens sont compromis.

Art. 442^{bis}. — La femme mariée ne pourra accepter une tutelle qu'avec l'autorisation de son mari. Celui-ci sera nécessairement cotuteur.

Cette autorisation sera donnée dans la huitaine par une déclaration faite devant le juge de paix au domicile du mineur; elle habilitera la femme à faire tous les actes de la tutelle.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Art. 432. — Geene vrouw kan worden gedwongen de voogdij te aanvaarden.

Geen man, die niet bloedverwant of aangehuwde is, kan worden gedwongen de voogdij te aanvaarden, tenzij er binnen den afstand van vier myriameter geene bloedverwanten of aangehuwden bestaan, in staat de voogdij uit te oefenen.

Art. 442. — Voogd of lid van den familieraad mogen niet zijn :

1^o Minderjarigen, uitgezonderd de vader en de moeder;

2^o Geïnterdiceerden;

3^o Al degenen die zelf of wier vader of moeder met den minderjarige een rechtsgeding voeren, waarbij de staat van dezen minderjarige, zijn vermogen of een aanzienlijk gedeelte zijner goederen is betrokken.

Art. 442^{bis}. — De gehuwde vrouw mag dan alleen eene voogdij aanvaarden, wanneer zij daartoe is gemachtigd door haren man. Deze is noodzakelijk medevoogd.

Deze machtiging wordt binnen acht dagen gegeven door eene verklaring, afgelegd voor den vrederechter der woonplaats van den minderjarige; zij maakt de vrouw bevoegd tot het uitoefenen van alle verrichtingen der voogdij.

Proposition de loi.

Si la femme tutrice non mariée veut se marier, il sera procédé, comme pour la mère tutrice, conformément à l'article 395.

Dans ce cas, comme dans le cas précédent, le mari deviendra de droit cotuteur, conformément à l'article 396.

Wetsvoorstel.

Indien de ongehuwde vrouw-voogdes een huwelijk wil aangaan, wordt er gehandeld zooals ten aanzien der moeder-voogdes in artikel 395 is bepaald.

In dat geval, evenals in het vorige geval, wordt de man van rechtswege medevoogd overeenkomstig artikel 396.

Texte proposé par la section centrale.

Si la femme tutrice non mariée veut se marier, l'article 395 lui sera applicable.

Si la tutelle lui est conservée par le conseil de famille, son mari deviendra nécessairement cotuteur conformément à l'article 396.

Art. 506. — Chacun des époux est, de droit, le tuteur de son conjoint interdit.

Art. 507. — Cet article est abrogé.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Indien de ongehuwde vrouw voogdes een huwelijk wil aangaan, is artikel 395 op haar van toepassing.

Wordt zij in de voogdij gehandhaafd door den familieraal, dan wordt haar man noodzakelijk medevoogd, overeenkomstig artikel 396.

Art. 506. — Elke der echtelieden is, van rechtswege, voogd over zijn geïnterdiceerden echtgenoot.

Art. 507. — Dit artikel wordt ingetrokken.